

Journal école de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine

IMPRIMATUR

680
GRATUIT
AVRIL
2013



SAINT-ELOI
TROIS ANS APRÈS
LE " SCANDALE "
PAGE 4

POUTOU
RETOUR
SUR TERRE
PAGE 14

BORDEAUX
S'OCCUPE-T-ELLE
DE SES PAUVRES ?
PAGE 16

COQS DE COMBAT LE TRAFIC

RETOUR AUX SOURCES ?

« *Habemus Papam.* » Il y a trois semaines, le cardinal protodiacre français, Jean-Louis Tauran, chevrote la fameuse locution latine : un nouveau pape s'installe, ce sera François. Le début d'une nouvelle ère ? Ou la poursuite de la léthargie ambiante dans laquelle la papauté s'enlise depuis bien des années ?

Réputé proche des pauvres, l'évêque de Rome a choisi son patronyme en référence à Saint-François d'Assise, symbole de paix, d'austérité et d'assistance aux plus démunis. On n'osait même plus l'espérer : un pape attaché aux plus profonds enseignements de son Église.

Outre les infâmes histoires de pédophilie ou les prises de position rétrogrades liées aux sujets contemporains en constante mutation (avortement, homosexualité, mariage des prêtres), le plus gros scandale de l'Église demeure la question pécuniaire.

Une image déplorable, Faste, grandeur, chatolement... À l'heure où le monde se paupérise, où l'aumône est adjurée et le denier instamment quémandé, il est temps qu'un changement s'opère !

Indépendamment de l'image qui en ressort, c'est bien sa bonne foi et sa crédibilité qui est en jeu. Comment réinstaurer un climat de confiance ? Faux et usages de faux, monarchisme, népotisme, vol ou avarice ont traversé les épiscopats sans que personne n'y trouve à redire. Le pape François hérite d'une Église en proie à des maux indélébiles. Une autorité doctrinale bafouée qui a atteint son paroxysme il y a un an dans l'affaire « Vatileaks », révélant au grand jour un vaste réseau de corruption entre le Vatican et des partenaires italiens.

Une pierre d'achoppement pas seulement collégiale, mais surtout individuelle rendue possible par l'impéritie de certains. Est-il décident de se gargariser de posséder un « pied à terre » à Rome où le



Nastasia Hafman

Xavier Martinage

Rédacteur en chef

cardinal se rend tous les quinze jours ? De s'afficher béat dans une berline avec son chauffeur avant un conclave ? D'arborer ostensiblement le luxe auquel le fidèle n'aura certainement jamais accès ?

Sortons donc de cette hypocrisie latente où toute cette opulence tranche avec le désespoir de millions d'êtres humains ! Tout ce superflu, ce recours aux grandes maisons du luxe, ces repas trois étoiles, ce patrimoine immobilier effarant (bijouteries, banques, résidences...), ces dépenses suspectes, et j'en passe... Un affront fait aux valeurs primaires du christianisme. Alors que dans son histoire, l'Église a toujours su trouver l'art de se réformer sans jamais rien changer, son pape doit être celui qui apparaît, et non celui des apparats !

Cette fois-ci, un signe fort face à la crise économique a, semble-t-il, été envoyé. Depuis son arrivée, François a multiplié les actes symboliques rompant ainsi avec le déperissement de son prédécesseur. S'inspirant une nouvelle fois du fondateur de l'ordre franciscain, il s'est posé en pape social, disant avoir une mission : guérir son Église et en faire « une pauvre, pour les pauvres ».

Allez, on y croit cette fois-ci ?

SOMMAIRE

3 **UNE PREMIÈRE POUR MGR RICARD**

4 **SAINT-ÉLOI : TROIS ANS APRÈS LE "SCANDALE" FRANCE 2**

6 **COQS EN STOCK**

8 **IMPRIMAG'**

10 **BRAS DE FER RUGBYSTIQUE À PÉRIGUEUX**

12 **ADIOS ESPAÑA, BONJOUR BORDEAUX**

14 **PHILIPPE POUTOU, HÉRAUT MALGRÉ LUI**

16 **BORDEAUX : QUEL BUDGET POUR LE SOCIAL ?**

18 **LA FIN DE VIE EN DÉBAT**

20 **LES CROUPIERS AU TAPIS ?**

21 **AFFAIRE TAÏS : QU'A FAIT LA POLICE ?**

22 **UNE SEMAINE SUR LE PONT**

23 **DAUPHINS : LAISSÉS POUR MORTS**

24 **STÉPHANIE FALZON, UNE CARRIÈRE FORGÉE AU MARTEAU**



cathobordeaux

L'archevêque de Bordeaux, Jean-Pierre Ricard, au centre, pendant la messe précédant l'entrée au conclave, le 12 mars dernier.

Il y a trois semaines, Jean-Pierre Ricard participait à l'élection du pape François à Rome. Une découverte pour l'archevêque de Bordeaux qui revient sur cette expérience inoubliable. Témoignage.

Rome, le 12 mars, 17h34. Le maître des cérémonies pontificales, Guido Marini prononce la formule rituelle *Extra Omnes*. Les lourdes portes de la chapelle Sixtine se referment devant les caméras du monde entier. Quelques minutes auparavant, les 115 cardinaux-électeurs, vêtus de rouge et blanc, barrette cardinalice sur la tête se succèdent. Et jurent sur la Bible de garder le secret. Parmi eux quatre Français, dont l'archevêque de Bordeaux Monseigneur Ricard, 68 ans, fait cardinal par Benoît XVI en 2006. Pour sa première élection pontificale, le cardinal ne cache pas son émotion. « *On ne peut pas entrer dans la chapelle Sixtine sans être impressionné.* »

La ritualisation de l'élection du Pape a cet effet d'accroître la conscience de la gravité de l'événement que l'on vit. Celle-ci libère des réactions immédiates, affectives et spontanées. »

Si les médias ont leurs favoris, les fameux *papabili*, le résultat de l'élection reste ouverte. « *Quelques-uns avancent dans les couloirs le nom du cardinal Bergoglio. Mais plusieurs font remarquer son âge (76 ans). Quand nous entrons dans la chapelle Sixtine, rien n'est fait* », raconte-t-il. Coupés du monde, le temps paraît plus long qu'à l'extérieur. « *Tout le monde s'en va, on ferme les portes et là vous vous sentez seuls et ensemble, prêts à vivre une expérience.* » Un moment marquant pour monseigneur Ricard qui garde un souvenir précis du premier vote. « *Chaque cardinal va déposer son bulletin, ce qui prend un temps considérable. Au moment où vous*

Par Mélanie Lelion & Xavier Martinage

allez mettre le bulletin, vous ne voyez que les damnés et les démons de la fresque de Michel-Ange. » Première fumée noire au dessus de la place Saint-Pierre.

UNE PERSONNALITÉ SINGULIÈRE

Le lendemain, les votes reprennent. « *Le choix que chacun fait est l'œuvre de son intelligence et de sa foi. Il réfléchit à celui qui rassemble le plus grand nombre de qualités et il demande au Seigneur de le guider* », explique l'archevêque de Bordeaux. Par habitude, les cardinaux se rallient au choix du plus grand nombre. Non par opportunisme politique, mais par conviction spirituelle. « *Intérieurement, on pense : c'est sans doute celui que tu choisis, Seigneur, pour être ce pape dont notre Église a besoin.* »

Au fur et à mesure des votes, l'ascension de Jorge Mario Bergoglio, archevêque de Buenos Aires, semble une évidence. « *Nous avons le temps de prier, de méditer, de réfléchir et de discerner celui qui nous paraît le plus apte à être le nouveau pape. Et c'est sa personnalité qui a fait le choix des cardinaux.* » Un choix qui n'a pas surpris Monseigneur Ricard, ému lorsque le nouveau pape accepte son élection. « *Il nous a dit : je suis un pécheur, mais puisqu'on me donne cette charge, je l'accepte.* » L'émotion laisse place à la surprise. « *Il annonce qu'il s'appellera François comme Saint François d'Assise. C'est un signe fort qu'il a voulu nous donner à travers notre étonnement.* » François d'Assise, ce religieux, pour qui la pauvreté était une cause essentielle.

Dès son élection, le nouveau pape François impressionne par sa simplicité et son style. Symboliquement, son premier geste est d'aller embrasser le cardinal Dias, handicapé. Avant de recevoir les félicitations des autres cardinaux. Il a alors demandé que tous prient pour lui. « *C'est un pape qui donne un style, peut-être qu'il nous surprendra.* »

Photo de Une : Sudha Amshudhagar

Journal école de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine

Fondateur : Robert Escarpit • Directeur de la publication : François Simon • Rédacteur en chef : Xavier Martinage

Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine 1, rue Jacques Ellul - 33080 Bordeaux cedex ISSN 0397-068X

Contact : journalisme@ijba.u-bordeaux3.fr • Téléphone : 05 57 12 20 20

Impression : Bordeaux Impressions

SAINT-ELOI TROIS ANS APRÈS LE "SCANDALE" FRANCE 2

27 avril 2010. France 2 diffuse « À l'extrême-droite du père », un reportage des *Infiltrés* tourné en caméra cachée dans le milieu des catholiques traditionalistes. Trois ans après sa diffusion, nous avons tenté d'approcher les protagonistes de ce feuilleton bordelais. Pas facile quand on passe après France 2...

Par Ludivine Laniepece & Mélanie Lelion

Les fidèles de Saint-Eloi à la sortie de la messe des Rameaux sur le parvis de l'église.

Dimanche 24 février 2013. Nous allons à la rencontre des fidèles à la sortie de la messe de l'église Saint-Eloi. « *Nous sommes des gens normaux* », déclare une habituée. Parmi les jeunes scouts qui vendent leurs pâtisseries, nous faisons la connaissance d'une communauté liée, jeune et dynamique. Les discussions se font et se défont dans la bonne humeur malgré leur colère contre les médias, France 2 et *Sud Ouest* au premier chef. D'autant plus que deux procès sont toujours en cours d'instruction entre France 2/CAPA et les parties civiles concernées pour « diffamation, montage et escroquerie ».

Dans le reportage de France 2, les journalistes ont filmé des propos racistes et islamophobes des prêtres de Saint-Eloi. Pire, on voit aussi Philippe Laguérie, le curé de l'époque, aller à la rencontre de *Dies Irae*, un sulfureux groupuscule d'extrême-droite qui a pris ses quartiers non loin de là. « *Ils ont volontairement jeté l'opprobre sur notre église en inventant des liens avec Dies Irae* », raconte une mère de famille. Philippe Laguérie apparaît pourtant aux côtés de celui qu'il surnomme « Fafa », Fabrice Sorlin, président de *Dies Irae* et ancien candidat exclu du FN. Entre le tournage et la diffusion de l'émission, Philippe Laguérie essaye de s'installer à Cahors, puis Poitiers, sans succès. Il serait aujourd'hui de retour à Bordeaux. Yannick Vella, son successeur à Saint-Eloi, rétablit sa vérité : « *Il se peut que des membres de Dies Irae aient fréquenté notre paroisse, mais ils n'étaient pas liés à Saint-Eloi. Ces personnes se disaient catholiques au sens large. C'était un prétexte à d'autres ambitions.* » Depuis la diffusion du re-

portage, Saint-Eloi et la librairie catholique Saint-James qui lui fait face sont régulièrement vandalisées. Le libraire déplore « *l'indifférence totale de la police* ».

CHANTS NAZIS AU COLLÈGE

En semaine, nous nous rendons à l'école Saint-Projet, cachée derrière deux lourds portails, au fond d'une petite allée rue d'Ornano. Cette école catholique hors contrat de l'Etat accueille une soixantaine d'enfants. En France, 3 000 élèves suivent leur scolarité dans 80 écoles hors contrat. L'aumônier responsable de l'école, qui officie également à Saint-Eloi, nous maintient à distance et refuse de communiquer. En cause : le lynchage médiatique et la haine dont sa communauté a été victime après la diffusion du reportage de France 2. L'ambiance est tendue. Dans le reportage, les collégiens fredonnaient des chants nazis et assistaient à un cours d'histoire réhabilitant le rôle du maréchal Pétain pendant la guerre. À la rentrée 2011, le collège n'accueille plus d'élèves. « *Une conséquence de la diffusion du reportage* », d'après une mère de famille. « *Nous avons décidé de fermer de nous-même le collège* », explique l'aumônier, sans donner davantage de détails. Du côté du rectorat, une enquête menée entre le tournage et la diffusion de l'émission révèle des carences dans l'enseignement. Une enseignante de l'école concède : « *le niveau était insuffisant en histoire* ». L'académie girondine a fait pression sur les parents d'élèves en les incitant à scolariser leurs enfants dans des établissements sous contrat sous peine d'amende. L'école primaire est quant à elle toujours ouverte, après une refonte des programmes.

LA CAVE QUI CLOCHE

« *Dies Irae n'a rien à voir avec Saint-Eloi. D'ailleurs il n'y a pas de cave sous l'église* », se défend un paroissien. Un des points polémiques du reportage est la découverte d'une cave occupée par les membres de *Dies Irae* à proximité du parvis de l'église Saint-Eloi. L'émission laisse planer le doute quant à l'emplacement de cette cave. Si elle est belle et bien tournée vers l'église, elle ne se situe pourtant pas en-dessous mais à quelques dizaines de mètres de là. Les membres de *Dies Irae* sont connus et identifiés par les habitués de Saint-Eloi. « *L'église est ouverte à tous* », se défend Yannick Vella. Par ailleurs, le reportage semble occulter le fait que les membres fréquentaient également d'autres paroisses de Bordeaux et de ses environs. Selon nos informations, le groupe *Dies Irae*, qui déclarait dans les images de France 2 vouloir mener sa « *guerre sainte* », serait aujourd'hui dissout. Les sites Internet qui lui sont affiliés ne sont plus mis à jour depuis 2010 et son président Fabrice Sorlin a disparu dans la nature. Il habiterait toujours aux alentours de Bordeaux mais ne fréquenterait plus Saint-Eloi. Certains fidèles de l'église parlent d'une véritable « *traque de la police envers les anciens* ».

SAINT-ELOI
2002 Alain Juppé autorise l'association « *Eglise Saint-Eloi* », proche de l'abbé Laguérie, à rénover l'église délabrée. Ce dernier y célèbre des messes selon le rite tridentin.

2004 La mairie de Bordeaux perd deux procès entamés par le Parti socialiste et l'archevêché, l'église étant confiée à des intégristes excommuniés. Occupation illégale des lieux par les intégristes.

2006 L'abbé Laguérie et quatre autres abbés de la Fraternité sacerdotale de Saint-Pie X fondent, à Saint-Eloi, l'Institut Bon-Pasteur reconnu par Rome.

2010 L'émission *Les Infiltrés* « *À l'extrême-droite du père* » est diffusée sur France 2.

UN DOSSIER COMPLIQUÉ POUR LE PAPE FRANÇOIS

Dès le début de son pontificat, en 2006, Benoît XVI souhaite résoudre le schisme avec la Fraternité sacerdotale de Saint-Pie X. Un effort resté vain. « *C'est un des échecs de son pontificat*, indique le père Francis Ayliès, curé à Bègles, et ça fait peut-être partie des raisons pour lesquelles il a démissionné. » Le pape François hérite de ce dossier épineux. « *Il est moins spécialiste du schisme que Benoît XVI*, explique l'abbé Yannick Vella, curé de l'église Saint-Eloi de Bordeaux. *Son élection a été une surprise. On le connaît encore peu et on le découvre en même temps que les médias. Il est encore trop tôt pour connaître l'importance qu'il va donner à cette question.* »

membres de Dies Irae. Certains ont démenagé à l'étranger, d'autres ont perdu leur travail. Et puis les prêtres ont peut-être fait le ménage après la diffusion des Infiltrés.

UNE HISTOIRE DE GROS SOUS

Et la mairie de Bordeaux, dans tout ça ? Nous avons souhaité rencontrer un responsable du cabinet d'Alain Juppé. En vain. Nicolas Corne, responsable de la communication, n'a pas donné suite à notre demande d'interview. « *Tout ce qui a pu être dit dans le passé est suffisant. Adressez-vous au diocèse ou à la préfecture* », répond-il. Pourtant, tout n'est pas très clair. Gilles Savary, vice-président PS du Conseil général de Gironde, était présent sur le plateau de France 2 après la diffusion de l'émission. Il dit avoir été censuré. Déjà en 2002, il interpellait la mairie de Bordeaux sur l'affectation de Saint-Eloi à des catholiques intégristes, à l'époque membres de la Fraternité sacerdotale de Saint-Pie X (voir encadrés). S'en sont suivis deux procès, l'un du PS et l'autre de l'archevêché, perdus par la mairie. Dans ce cas, pourquoi ne pas avoir expulsé les intégristes qui occupaient illégalement les lieux ? Un article de Caroline Fourest paru le 4 juin 2010 dans *Le Monde* apporte quelques pistes : à Bordeaux, le cabinet de l'avocat Thomas Rivière « *gère près de 70 % des affaires de défiscalisation en matière de patrimoine historique* ». Thomas Rivière est également le directeur de l'école Saint-Projet. Coïncidence ? Ce que Caroline Fourest appelle « *connaissances communes* » ne serait en fait qu'un échange de bons procédés. Une source qui veut rester anonyme nous confirme ses doutes : « *La rénovation des quais de Bordeaux entre dans le domaine de compétences du cabinet Rivière. Dès lors, on imagine très bien le type de faveurs accordées...* » Même interrogation d'une autre source anonyme du diocèse : « *Il y a de gros donateurs qui gravitent autour d'eux. À votre avis, d'où viennent les fonds qui ont servi à rénover Saint-Eloi ?* » Le dernier jour de notre enquête, nous sommes revenues à notre point de départ, la sortie de la messe de Saint-Eloi. Notre venue, pour la seconde fois, commençait visiblement à agacer certains paroissiens. De malentendus en insultes, la présence de journalistes chez les catholiques traditionalistes est encore plutôt malvenue.

PAPAUTÉ ET INTÉGRISME

1962-1965 Le Concile Vatican II prend des décisions radicales en matière de liturgie et d'ouverture aux autres religions. C'est l'entrée de l'Église dans le monde moderne.

1970 Création de la Fraternité sacerdotale de Saint-Pie X par Mgr Lefebvre. En 1974, elle rejette l'application de Vatican II. Elle célèbre les messes selon le rite tridentin adopté au XVI^e siècle.

1988 Excommunication de Mgr Lefebvre par Jean-Paul II pour avoir sacré quatre évêques traditionalistes sans l'accord de Rome.

2006 Une lettre de Benoît XVI reconnaît le droit d'exercer le rite tridentin. Il tend la main aux intégristes.

2012 Les négociations entre Rome et les intégristes échouent.



sudha amshudhagar

Légal et vastement répandu, l’élevage de coqs de combat est une mine d’or pour les coqueleurs professionnels et amateurs. Un business qui touche, de près ou de loin, le milieu trouble des arènes clandestines.

Le rendez-vous est fixé : « 20h au McDonald’s de Lormont ». Pour acheter un jeune coq espagnol de huit mois, 200 €, ça vaut le coût. « Normalement je le vends 300 €, mais je veux bien te le baisser ». Banco ! Quand la chance vous sourit, il ne faut pas la lâcher. Mais voilà que le vendeur se souvient : « par contre, il est dé-crêté ». Réflexion faite, pas question d’acheter la bête sans l’avoir vue avant. Lui refuse de se déplacer pour rien. On raccroche. Il enverra une photo d’un coq similaire, en plus vieux. La transaction s’arrête là. « Gallerolila, spécialiste de coq espagnol » gère son business comme un professionnel. Cravate, costume, sa photo de profil *Skyblog* – plateforme de blogging qui a connu son heure de gloire au début des années 2000 – le présente en homme assuré. Il affirme disposer d’au moins 50 coqs « préparés-tirés pour l’arène ». Ceux-là valent 400 € en moyenne, 600 € pour ceux ayant déjà combattu. Ses 172 amis bloggers font tous dans le coq de combat. Délaiés par les masses avec l’avènement des réseaux sociaux, les *Skyblogs* représentent aujourd’hui la niche parfaite pour monter son élevage de coqs en un commerce juteux, et néanmoins légal, puisque seul le fait d’organiser des com-

Par Antony Milanesi

bats est réprimé par la loi. Le trafic semble courir dans toute la France. De la Gironde jusque dans la Creuse, en passant par la Provence-Alpes-Côtes-d’Azur, où l’on trouve, par exemple, l’élevage « d’éli-bataillekok » qui assure, en français dans le texte : « jessé de le fere de meïyeure kalité possible avec le maximum digiene é de propreté pour le cok ce ki é tré important pour moi... ». En somme : des coqs, certifiés tatoués, vaccinés, vermifugés, et gavés de testostérone : fin prêts au combat. Leboncoin et Vivastreet en tête, on trouve également des coqs de combat sur les sites de petites annonces à succès. Adem est désolé, mais le coq espagnol annoncé à 150 € est déjà parti. « Il se battait bien, mais en cage il criait comme une poule, j’ai dû le vendre pour que quelqu’un s’en occupe ». Lui n’élève pas de coqs. Il est en fauteuil roulant et son fils fait office de nourrice pour les bêtes. Il garde simplement quelques coqs lorsque ses amis éleveurs n’ont plus de place. Au fil du temps, bien qu’il continue de brader ses prix par rapport à ceux du marché, Adem se targue d’avoir acquis quelques compétences de dressage : « Les jeunes coqs peuvent redevenir totalement sauvages en une semaine. Il faut les caresser au moins quatre fois par semaine. Puis une fois toutes les deux semaines ». Désolé de cette passagère rupture de stock, il promet de rappeler au prochain arrivage. « Tout le monde en cherche en ce moment ». Hormis dans le Nord-Pas-De-Calais (voir article ci-contre), les coqs espagnols tiennent la corde raide en métropole. Des aviculteurs se chargent d’en élever pour faire perdurer les races, mais ceux-ci restent généralement éloignés des combats. « Je n’ai pas intérêt à me présenter aux arènes

clandestines. Ceux qui m’en achètent en revanche, rien ne leur en empêche », explique un éleveur agréé de coqs de combat en Aquitaine. De son côté, la Société des Aviculteurs de la Gironde et du Sud-Ouest (SAGSO) impose de la distance : « Nous ne cautionnons pas les combats, ils font ça en petit comité, on n’est pas au courant. S’ils ont une amende tant pis pour eux ! », défend la femme de Jean-Pierre Loste, président de la SAGSO, avant de rappeler que « si les prix sont effectivement exorbitants, l’élevage, lui, n’est pas illégal. » Mais comment procèdent les éleveurs non-agrées ? « Ils passent des contrats avec des éleveurs espagnols », mais souvent à leurs dépends, explique l’éleveur aquitain. « Dans un premier temps, on leur envoie des bons coqs, dotés des caractéristiques de tueurs (voir encadré). Les éleveurs amateurs en France se créent alors un marché solide, puis au bout de trois ans, lorsque ce commerce est devenu leur seul revenu, on leur envoie des coqs moins bons, qui ne satisfont plus les clients. Les éleveurs français, qui ont désormais besoin de vendre coûte que coûte pour subsister, sont alors à la merci de leurs fournisseurs, qui font flamber les prix ». Une arnaque dont auraient été victimes plusieurs éleveurs de la région PACA en 2012. Ses coqs de combat, notre éleveur agréé les vend 100 €. « Je ne sur-vends pas mes coqs comme étant de bons combattants. La plupart de ma clientèle est faite de gens du voyage, ils ne sont jamais contents, donc je reste prudent ». Et l’éleveur de rappeler qu’il s’agit avant tout d’un métier de passionnés : « certains éleveurs ont des pratiques qui se transmettent de génération en génération. Ils ont des méthodes extrêmement efficaces pour élever de bons combattants, ils ne connaissent pas les bases de l’élevage mais ont un vrai savoir faire que je n’égalerai jamais ». S’il ne faut retenir qu’une règle à respecter impérativement, c’est que chaque coq doit avoir sa cage. Tous les éleveurs s’accordent à dire qu’il est physiologiquement impossible qu’un coq vive avec un autre sans vouloir le tuer d’instinct. Ainsi, « le prix d’un coq double ou triple chaque fois qu’il gagne un combat. Ça atteint parfois 800 €, voire 1000 € ! », explique la SAGSO. Pour éviter la prise de bec, l’éleveur agréé indique qu’il préfère « éviter de parler des arènes. Plus c’est ébruité, plus ce sera surveillé et plus ça a de chance d’être supprimé ». Preuve, s’il en faut, que son commerce tient lui aussi grâce aux combats illégaux. Enfin, si se procurer un coq de combat est une chose, il précise que s’insérer dans le cercle très fermé des arènes clandestines locales en est une autre : « Si vous n’avez pas la peau un peu basanée, vous n’entrerez jamais ! » Basané ? C’est à dire cher monsieur ? ☞

À vous clouer le bec

Qualités du coq de combat “précision, rapidité, force de frappe” dicit un connaisseur.

Amendes encourues jusqu’à 30 000€ et deux ans d’emprisonnement pour acte de cruauté envers un animal | Article 521-1 du code pénal.

Prix moyen : de 150 à 600 €

Durée d’un combat officiel 6 min, mais certains coqs endurent des combats officiels de 30 min. Jusqu’à la mort.

Pays où c’est autorisé
France : Nord-Pas-de-Calais, Réunion, Guyane, Antilles françaises, Polynésie française.
Philippines, Écosse, Andalousie, Îles Canaries, Mexique, Pérou, Porto Rico, République Dominicaine, Cuba, Îles Vierges américaines, Guam.

Types de coqs
Combattants du Nord (France), coqs espagnols, coqs thaïlandais, coqs malais, principalement.

LE NORD SE FAIT PLUMER SES GALLODROMES

Par Nastasia Haftman

Richard Hennion, président de la fédération des coqueleurs du Nord, en parle comme d’une évidence : « Les combats de coqs dans le Nord-Pas-de-Calais, c’est ancestral. Encore de nos jours, ça perdure et c’est devenu une tradition ». Mais les combats de coqs restent assez méconnus du public et tendent à disparaître. Subsistant pourtant depuis l’Antiquité, ils ne sont autorisés aujourd’hui, en métropole française, que dans cette région Nord-Pas-de-Calais ; de façon très réglementée toutefois. Les animaux sont bagués et les coqueleurs, éleveurs de coqs de combats, sont soumis à des chartes vétérinaires avec des contrôles inopinés. Des règles strictes qui leur conviennent tout à fait. Ils sont en effet les premiers à dénoncer les mauvais traitements des autres gallinacés : « il y a des élevages à la Réunion, en Espagne, en Martinique,

en Guadeloupe, où les coqs sont plus petits et battus », s’indigne Richard Hennion. Or le manque de considération envers le coq est aussi l’argument des associations de protection des animaux qui volent pourtant dans les plumes des coqueleurs du Nord. À l’occasion des journées du patrimoine, en septembre dernier, était organisé un combat à Laventie (62) finalement annulé suite à une plainte de l’association Oscar et Pilitte « pour l’abolition totale des cruautés envers les animaux ». Les combats officiels certes violents mais très encadrés sont cependant toujours plus respectueux des animaux que les combats parallèles. « Les gens du voyages organisent des combats de coq illégaux », explique Jean-Claude Périquet, président de la Fédération française des volailles.

Richard Hennion raconte par exemple qu’ils forcent les coqs à se battre pendant près de trente minutes alors qu’un combat réglementaire n’en dure que six. Ces populations n’aident pas à donner une bonne visibilité aux combats de coqs selon Jean-Claude Périquet : « Les éleveurs ne font pas trop de publicité parce que, dès qu’ils mettent leurs adresses, des bêtes disparaissent ». Difficile, en effet, de trouver le contact direct d’un éleveur de coqs de combat français. Il y a enfin le côté puriste des coqueleurs du Nord-Pas-de-Calais. Dans la plupart des gallo-dromes (arènes de combat) de la région, une seule race de coq est acceptée : le combattant du Nord. Une sélection un peu hautaine qui a un revers : à l’heure actuelle, la fédération ne dénombre plus que 2 000 membres et la région compte à peine une cinquantaine de gallo-dromes, deux fois moins qu’il y a trente ans. ☞

TOPS

1 Jean-Michel Gentil. Le juge bordelais passionné des médias depuis la mise en examen de Nicolas Sarkozy le 21 mars dernier. L'ancien président de la République est soupçonné d'« abus de faiblesse » envers la milliardaire Liliane Bettencourt. Homme discret, le juge Gentil jouit d'une réputation de professionnel rigoureux au tribunal. Reste que ses méthodes, peu conventionnelles, ne plaisent pas à tout le monde, notamment aux avocats et aux hommes politiques de droite. Tout comme Nicolas Sarkozy, lui non plus n'en restera sûrement pas là...

2 Alain Juppé. Le maire de Bordeaux a inauguré le pont Chaban-Delmas le 16 mars dernier. Festivités pendant trois jours, venue du président de la République François Hollande, diffusion dans les médias nationaux... L'occasion pour le futur candidat aux municipales de 2014 de vanter son bilan. Il ne reste plus qu'à Vincent Feltesse de proposer de renommer Bordeaux en « Chaban-Delmas-ville » pour profiter d'un même écho médiatique.

3 Le mag' Bibiche. Bordelais, féminin et gratuit, ce nouveau magazine a été lancé le 8 mars dernier à l'occasion de la Journée des droits des femmes. Décalé, le trimestriel a décidé de faire un « pied de nez aux idées préconçues » et d'aller à l'encontre des clichés de la presse féminine. Depuis, les points d'approvisionnement sont régulièrement dévalisés. Un beau succès.



IMPRIMAG'

Par Ludvine Laniepe & Mélanie Lelion

LA COLONNE DE (B)RÊVES

Dans quelles villes va-t-on le plus au cinéma ?

L'indice de fréquentation des salles obscures, à savoir la rapport entre population et nombre d'entrées, nous apprend par exemple que Paris n'arrive qu'en 49^e position. Les deux premières villes du classement sont Evreux et Vannes, avec un indice de fréquentation supérieur à 9. La Corse est quant à elle la région avec l'indice le plus faible.

La rédaction : « QUOI ?! C'est pas étonnant, il n'y a qu'un cinéma à des dizaines et des dizaines de kilomètres à la ronde », commente notre rédactrice chef, originaire d'Evreux.

Dans notre vie, on passe...

- 9h18 à jouer, pour les hommes. Les femmes n'y passent qu'à 1h24.
- 1 an à être malade.
- 5 ans sur Internet.
- 12 ans devant la télé.
- 115 jours à rire.
- 13 semaines à bronzer.

La rédaction : Au travail, comme au lit, les inégalités hommes-femmes perdurent.

Besoin d'un problème pour pimenter votre vie ?

Le site www.needaproblem.com vous propose d'acheter des défis et de les réaliser : acheter un journal inconnu et le lire (1 euro), monter au sommet d'un clocher avec un prêtre (5 euros), ou encore un « gros » problème conçu spécialement pour vous (500 euros).

La rédaction : On a imaginé nos lecteurs renommer tous les titres des articles du magazine et nous les soumettre sur Twitter (#Imprimatur).

Humain à vendre

Grâce au site www.humainavendre.com, vous allez pouvoir déterminer ce que vous valez : critères physiques, mentaux, cadre de vie, comportement, croyances... L'être humain le plus coûteux du site est estimé à 8 115 850 euros. À vous de jouer !

La rédaction : Notre journaliste Rachid Majdoub vaut 6 200 900 euros. Un garçon en or qu'on peut rencontrer aux abords de l'IJBA.

Liste noire des chansons à écouter au volant

Selon un sondage commandé par l'entreprise d'équipement automobile Halfords, voici la liste noire des cinq chansons à ne pas écouter au volant car elle provoqueraient une attitude agressive propice aux accidents :

- *Sabotage*, des Beastie Boys.
- *Fire Starter*, de The Prodigy.
- *To be loved*, de Papa Roach.
- *Stronger*, de Kanye West.
- *Prélude en ré mineur*, de Rachmaninoff.

La rédaction : « N'importe quoi, *Stronger ça tue !* » Bah ouais Rachid...

Loi insolite

Au Liban, la loi autorise les hommes à avoir des rapports sexuels avec des animaux, à condition qu'il s'agisse d'animaux féminins. Le contraire est puni de délit de mort.

La rédaction : Nous suggérons à nos lecteurs libanais de se rendre en Allemagne où la zoophilie est légale.

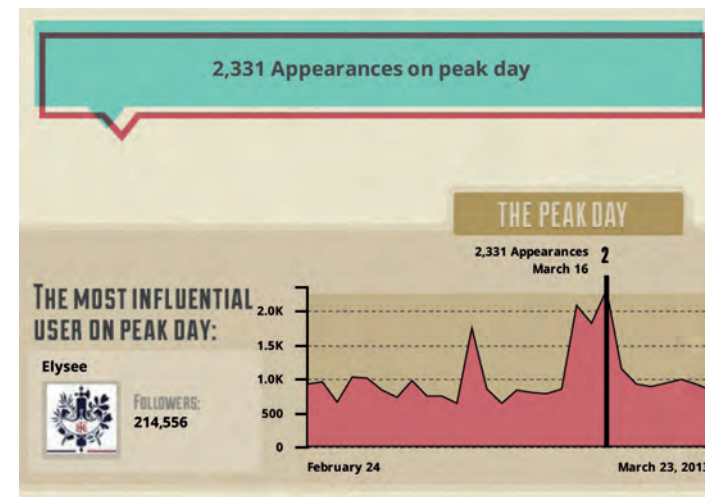
Dernière minute d'actu

Se nabilliser : dans le registre « Stéphane Hessel du pauvre », se nabilliser est un sentiment d'indignation, un cri du cœur propre aux grands philosophes de télé-réalité.

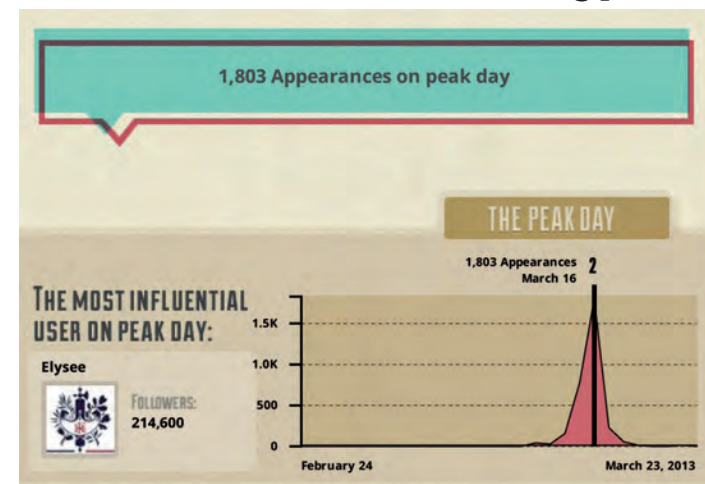
Exemple : « Non mais allô quoi, t'es Bordelais et tu dis même pas "gavé" ?! Non mais allô. »

Pascal Petiot et www.maviedefemme.com

#Bordeaux



#Inaugpont



L'inauguration du pont Chaban-Delmas a réveillé la « twittosphère » de la Belle Endormie. En nous perdant dans les Internets, nous avons remarqué que le mot-dièse « Bordeaux » (#Bordeaux pour les plus jeunes) était apparu 2 331 fois, soit le double de la normale, le 16 mars, jour de l'inauguration du pont en présence du président de République (voir 1^{er} encadré). Le mot-dièse « Inaugpont » apparaît quant à lui 1 803 fois ce même jour (voir 2nd encadré). Dans les deux cas, le « Twittos » le plus influent a été l'Élysée.



390 minutes, soit plus de 6h30. C'est le temps que vous auriez attendu à la préfecture de la Gironde le 30 janvier 2013, à 11h.

BRAS DE FER RUGBYSTIQUE à PÉRIGUEUX

Étranglé par de graves difficultés financières, le CAP (Club Athlétique Périgourdin) se débat non plus pour accéder au niveau supérieur, mais pour ne pas descendre dans les bas-fonds de l'ovalie amateur. Quand la passion défie la raison, le contribuable est pris en otage. Une situation de plus en plus courante dans le monde du sport.

Pierre Larue ayant disparu, c'est Claudette intérim qui s'affiche sur le torse des joueurs.

Périgueux. Sa cathédrale byzantine, ses truffes, ses canards gras. Son club de rugby. Un monument plus que centenaire, aujourd'hui empêtré dans d'innombrables problèmes financiers. Le 25 janvier dernier, le quotidien *Sud Ouest* révèle que la crise couve au sein du CAP (Club Athlétique Périgourdin), prenant de court la communication du club. Branle-bas de combat en coulisses, démenti, puis conférence de presse. Oui, il y a bien un trou qui grève sévèrement le budget 2012/2013 : il manquerait 250 000 euros. Le club appelle à l'aide, mendie auprès de la mairie, qui ne bronche pas. Mais il faut sauver l'institution coûte que coûte, alors les supporters délient la bourse, et les joueurs, au cas par cas, consentent à une baisse de salaire d'environ 20 %. Pas suffisant car le chiffre enfle chaque jour un peu plus, jusqu'à ce que les dirigeants reconnais-

Par Adrien Ortavent

sent le double de la somme annoncée en premier lieu. Personne ne connaît vraiment la profondeur du gouffre, le flou règne. La Ville commande un audit du malade à un contrôleur de gestion pour y voir un peu plus clair. « *Ce ne sont jamais les mêmes chiffres* », constate un journaliste qui suit l'affaire. « *Même eux (au club, ndlr), j'ai l'impression qu'ils ne savent pas !* » Aujourd'hui, il manque 300 000 euros si on veut faire plaisir, 400 000 si on veut dire la vérité », détaille laconiquement Philippe Cornet, avocat du club, membre du conseil d'administration et accessoirement candidat (UMP) à la mairie de Périgueux. « *Si on creuse encore, on peut trouver plus gros* », s'inquiète quant à lui le journaliste. Depuis,

l'audit commandé par la municipalité périgourdine a fixé le manque à environ 285 000 euros. Malgré les efforts de rafistolage, le trou reste béant, et menace d'emporter le club en Fédérale 2, voire en Fédérale 3, la cinquième division. Une catastrophe pour les supporters et l'image de la ville, alors que, sportivement, le CAP se porte comme un charme. Les Ciel et Blanc se baladent en Fédérale 1 : troisièmes au classement, ils sont paradoxalement toujours en course pour une (re)montée sportive en Pro D2, la deuxième division du rugby français. Mais qu'est-ce qui a donc bien pu amener le club dans une telle situation ? Petit retour en arrière.

AUX RACINES DU MAL

19 juin 2011. Après douze minutes d'arrêts de jeu (!), Jérôme Bosviel, l'ouvreur du CAP, transforme une pénalité de plus de 50 mètres (!) et propulse son club en Pro D2. Dans la liesse, personne ne songe alors que ce coup de pied signe le début des ennuis. Inexpérimentés, les Périgourdins manquent leur pari et traversent la saison suivante comme des ombres : les défaites s'accumulent et la relégation est immédiate. Mais là n'est pas encore le plus douloureux. Dès le soir de la montée, émergent les soucis financiers qui vont empoisonner le CAP jusqu'à aujourd'hui et tordre sa relation avec la Mairie. Le Conseil général, déjà généreux avec le fleuron du rugby départemental, accepte immédiatement de doubler sa subvention, de 150 000 à 300 000 euros, et y ajoute encore 150 000 euros de prime de montée. La Mairie de Périgueux, quant à elle, double sa subvention à la même hauteur et ajoute une prime de 20 000 euros. Loin des 100 000 à 150 000

Accusé par ses joueurs, montré du doigt, Stéphane Turban, le co-président du CAP, a fini par démissionner le 3 mars dernier.



Arnaud Loh

euros supplémentaires espérés par le club. À la stupéfaction générale, les dirigeants du CAP entraînent alors la Ville dans un improbable bras de fer. « *On est gentils, on ne réclame que 100 000 euros* », minaude Stéphane Turban, le co-président. Le sulfureux directeur sportif Pierre Larue, alors partenaire financier primordial du club (sponsor maillot) et aujourd'hui volatilisé dans la nature, ne s'embarrasse pas de pincettes. Il présente sa démission, estimant « *inadmissible que la mairie fanfaronne sans mettre la main à la poche. Je me demande qui est le méchant, lance-t-il à l'adresse du maire. Il faut qu'il fasse attention. Moi, je ne vais pas faire campagne dans 20 mois.* » La réponse de l'élu est cinglante.

« *Je ne céderai pas au chantage. Il n'y aura pas de prime alors que le contexte social est difficile.* »

La victoire sur le pré, conquise de haute lutte, est gâchée par ces âpres tractations qui débordent des coulisses pour venir s'étendre sur la place publique. À Périgueux, comme ailleurs dans le Sud-Ouest, le rugby est plus qu'un sport : c'est un enjeu politique majeur, qui pèse dans la vie de la cité bien au-delà des limites du rectangle vert. Le ballon ovale est d'ailleurs si bien rentré dans les mœurs que le logo de la ville en épouse les formes. Les dirigeants le savent bien, et appuient là où ça fait mal. Sauf que la manœuvre est grossière, et choque, à l'heure où tout le monde est appelé à se serrer la ceinture. L'ultimatum finit néanmoins par porter ses fruits, et la mairie concède un nouveau « bonus » de 50 000 euros. En contrepartie, elle siège désormais au comité directeur, avec un œil sur les comptes.

ARGENT PUBLIC VS SPONSOR PRIVÉ

Tout aurait pu s'arrêter avec cet épisode. Mais voilà, la saga du CAP se poursuit. « *Sous la pression du public, les dirigeants ont monté cette saison une équipe renforcée pour remonter... mais sans le budget adéquat*, explique le journaliste de *Sud Ouest*. Ils ont eu les yeux plus gros que le ventre. Beaucoup de partenaires attirés par la Pro D2 ont disparu ou donnent moins en Fédérale 1, mais ils n'en ont pas tenu compte. Ce sont des présidents-supporters, ils se sont laissés emporter par la passion alors que le CAP n'a toujours pas de gros sponsor principal. C'est ce dont ils ont besoin, mais le tissu économique de la Dordogne ne compte pas beaucoup de ces entreprises capables d'assumer un tel partenariat ». « *La particularité du rugby, c'est de largement dépendre du sponsoring*, acquiesce Christophe Lepetit, économiste du sport à Limoges. Bien souvent, les clubs comptent sur un gros mécène capable de subventionner à perte. Mais avec la crise, ce profil se fait de plus en plus rare, et ce n'est pas un hasard si de plus en plus de clubs sont contraints de déposer le

bilan... (Bourgoin, Saint-Etienne, etc.) »

Voilà qui pose franchement la question de la place de l'argent public dans le sport. Les collectivités territoriales ont-elles ainsi vocation à pallier le manque d'argent privé et la mauvaise gestion des clubs ? Pour Christophe Lepetit, « *ce n'est pas la bonne solution. Ce n'est pas leur rôle. Les collectivités doivent accompagner les clubs mais pas se substituer aux partenaires privés, il y a des choix plus prioritaires pour elles* ».

Un avis que ne partage pas Philippe Cornet. « *On a été à la petite semelle, on a joué petit bras avec le CAP, grince le candidat à la mairie. Il faut être cohérent et se donner les moyens d'être ambitieux avec ce club. On sait combien il coûte. À partir de là, si l'on veut un vrai club*

de rugby, il faut un vrai partenariat et un soutien à un niveau important.

Nous n'avons pas d'entreprise susceptible d'amener une manne suffisante, c'est donc aux collectivités de le faire ».

Un effort pas forcément vu d'un bon œil par la popula-

tion. Sur son site internet, le quotidien *Sud Ouest* a lancé un sondage : faut-il donner plus d'argent au CAP ? 78,3 % des votants ont répondu « Non, les impôts doivent servir à d'autres priorités ». Un résultat sans appel qui conforte la position de la Mairie, qui a choisi une solution intermédiaire : une avance sur la subvention de la saison à venir. Du provisoire.

UN MODÈLE TROP FRAGILE

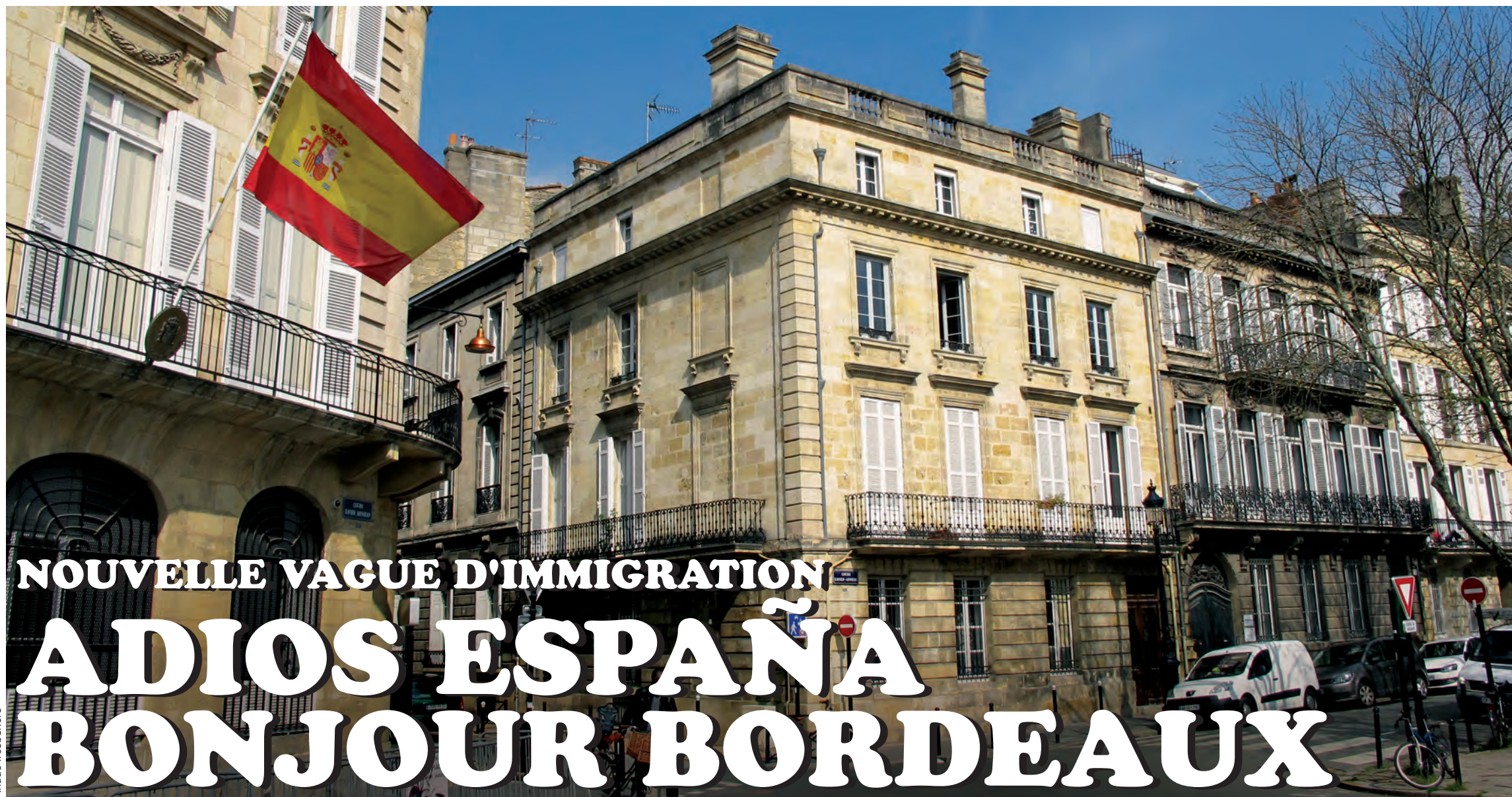
Car le CAP coûte déjà très cher à Périgueux. Toutes dotations confondues, ce n'est pas moins de 290 000 euros qui sont offerts au club. À comparer au total des subventions sport de la ville, 413 150 euros. Le deuxième club le mieux doté touche 20 000 euros, soit 14,5 fois moins que le CAP et les 37 autres clubs de la ville se partagent le reste. Des miettes, en somme.

Pourtant, cela ne suffit pas, et le CAP a besoin de toujours plus d'argent. « *Les clubs de rugby se heurtent de plus en plus, à leur échelle, aux difficultés du football*, explique Christophe Lepetit. Ils sont confrontés à une hausse des salaires des joueurs, combinée à une baisse de leurs recettes ». « *Dix clubs, sur les quatorze de l'élite, peinent à boucler leurs budgets* », lance ainsi Daniel Besson, le président du club de Perpignan. Ce sport de gentlemen se serait donc perdu dans les turpitudes qui saignent son turbulent cousin... Se reposant largement sur le système particulièrement fragile du mécénat, le rugby s'est exposé à la crise.

En attendant l'arbitrage des acteurs locaux, le CAP fait le dos rond. Lors de leur dernière rencontre à domicile le 23 mars, les Ciel et Blanc ont vaincu St-Jean-de-Luz, 21 à 16. Maigre consolation tant l'avenir apparaît obscur. »



Arnaud Loh



André Irosbehère

NOUVELLE VAGUE D'IMMIGRATION ADIOS ESPAÑA BONJOUR BORDEAUX

Situé au 1 Rue Notre Dame, Le Consulat Général d'Espagne conseille tous les Espagnols qui souhaitent s'installer à Bordeaux.

Le cauchemar social dans lequel sont plongés les Espagnols contraint des milliers d'entre eux à quitter leur pays. Et à s'installer pour certains dans la région bordelaise.

De toute manière, en Espagne, le choix est simple. « Soit tu ne fais rien et tu déprimes, soit tu te bouges et tu pars chercher du travail ailleurs ». Originaires de Salamanque et Murcia, Ana et Jose, 21 et 23 ans, n'ont pas réfléchi longtemps avant de prendre leur décision. Une fois leur diplôme d'infirmiers en poche, ils ont traversé la frontière. « Ma tante étant d'ici, nous avons eu la chance de pouvoir nous installer assez facilement », précise Ana. Arrivée en septembre dernier, elle a dû patienter trois mois pour obtenir une validation de son diplôme espagnol, et a fini par trouver un emploi dans un hôpital. Jose, lui, est passé par la case intérim dans un supermarché avant de saisir une opportunité en tant que serveur. « Je me donne quelques mois pour pouvoir apprendre et perfectionner le français, et ensuite je chercherai du travail en lien avec ma qualification. »

Comme beaucoup de jeunes de leur âge, Ana et Jose subissent de plein fouet les effets d'une crise sans précédent de l'autre côté des Pyrénées : deuxième année de récession, dette publique record, et 60 % des jeunes au chômage. Finies les années de miracle économique. La cure d'austérité drastique frappe toutes les couches de la

Par André Irosbehère

société. Et alors que l'horizon reste sombre, ils sont nombreux à mettre le cap sur le Royaume-Uni, l'Allemagne, ou le nord de l'Europe. Vers la France aussi, car le voyage coûte moins cher. Combien sont-ils ? « Il est clair que depuis un an et demi, nous accueillons de plus en plus d'Espagnols qui nous demandent conseil pour trouver un emploi ici », avoue-t-on au Consulat d'Espagne à Bordeaux. Mais concernant le nombre d'émigrés, les derniers résultats de l'Institut national de la statistique espagnol indiquent clairement une tendance à la hausse : avec 54 912 personnes ayant quitté leur pays l'an dernier, l'émigration espagnole a fait un bond de 21 % en un an.

UNE HISTOIRE QUI SE RÉPÈTE

Cet afflux massif n'est pas sans rappeler la vague d'émigration qu'a connue l'Espagne dans les années 50 et 60. Né en France mais originaire d'Andalousie, Antonio Martos connaît très bien cette période. Ses parents ont dû, eux aussi, à l'époque, quitter leurs racines pour un avenir meilleur dans le monde agricole lot-et-garonnais. « L'histoire se répète, comme le confient de nombreux amis espagnols : nos parents étaient partis, et maintenant c'est nous qui partons... » Face au phénomène qui semble refaire surface aujourd'hui, Antonio a créé, il y a un an, une page sur Facebook pour aider tous les Ibériques qui souhaitent s'installer à Bordeaux. « Je me rendais compte que la situation devenait critique, se souvient-il. J'avais moi-même des amis qui me demandaient s'il n'y avait pas du boulot dans la région, et je voyais de plus en plus d'Espagnols affluer. » Dans ce cercle de solidarité numérique, les futurs

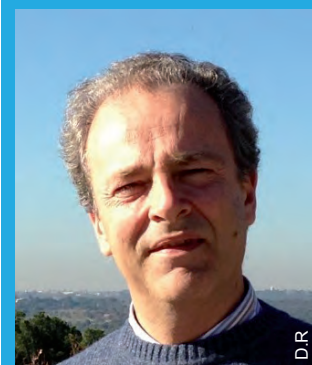
immigrés peuvent se retrouver, partager les bons plans ou tout simplement se renseigner en vue d'un éventuel exode. « À l'époque, ceux qui quittaient leur pays étaient complètement perdus et parfois même isolés. Aujourd'hui, avec les moyens de communication actuels, les démarches sont facilitées. »

Architectes, infirmiers, chimistes, biologistes, kinésithérapeutes, filles au pair... les profils sont divers. Et à la différence de la vague d'émigration précédente, les jeunes qui décident de partir sont nombreux à être moyennement ou hautement qualifiés. « Mais il n'y a pas que le phénomène de fuite des cerveaux, tient à souligner Antonio. Il y a aussi de nombreux ouvriers, qui viennent notamment dans les vendanges ou pour du travail saisonnier, tout comme il y a cinquante ans. Nous avons même dans le groupe un maçon, qui a quitté sa femme et ses deux enfants pour venir travailler ici. C'est dire si la situation est compliquée. » Dans l'espoir que la conjoncture s'améliore, la plupart des Espagnols venus dans la région comptent retourner dans leur pays ces prochaines années, pense Antonio. Jose et Ana, eux, ne savent pas encore s'ils rentreront un jour chez eux, mais ne désespèrent pas pour autant. « On ne vit pas cette émigration comme un calvaire. Pour nous, c'est d'abord une nouvelle chance. »

En Espagne, le refus des coupes budgétaires est devenu le symbole des manifestations anti-austérité.



Cristian Martínez



Crise espagnole : « Les prévisions à court terme ne sont guère optimistes »

Carlos Rodriguez Gonzales est professeur d'économie à l'Université de Bilbao. Il nous livre une analyse sur la crise et ses conséquences sur l'emploi des jeunes.

N'est-ce pas un risque pour l'Espagne de voir autant de jeunes quitter le pays pour trouver du travail ailleurs ?

Il ne faut pas voir cela comme un drame. La plupart sont des jeunes qualifiés qui, à l'étranger, ont l'opportunité de bien commencer une carrière professionnelle. Il y a certes toujours un risque de laisser fuir des cerveaux qui pourraient être utiles en Espagne, mais les jeunes n'ont pas le choix, il n'y a pas de travail pour eux ici. Il n'y a actuellement pas d'investissement, toutes les entreprises emploient leurs bénéfices au remboursement de la dette. Plutôt que de rester au chômage et prendre le risque de perdre du capital humain, il est préférable pour eux de partir travailler ailleurs. Il faut espérer que la plupart reviendront dès que la situation économique s'améliorera. Car le *brain train* a ses avantages : l'apport de nouvelles connaissances, de nouvelles qualifications et de nouvelles idées qui pourront servir dans le futur.

Comment va évoluer la situation économique de l'Espagne dans les prochains mois ?

Les prévisions à court terme ne sont guère optimistes : d'après Eurostat, 2013 sera encore une année de récession et le chômage va même légèrement augmenter. L'Espagne ne se remet toujours pas de l'écclatement de la bulle immobilière qui est la cause principale de tous les problèmes qu'elle vit. Et l'austérité n'arrange en rien la situation. Ce n'est qu'en 2014 que l'on devrait voir le bout du tunnel, avec une reprise de l'activité productive mais qui sera lente et dont les effets sur l'emploi ne se feront sentir qu'à plus long terme. Cette crise est historique en Espagne, plus grave encore que celle engendrée par le choc pétrolier dans les années 70. Cela faisait par ailleurs longtemps que le pays n'avait pas connu un solde migratoire négatif : il y a aujourd'hui plus de personnes qui sortent de l'Espagne que de personnes qui y rentrent.

PHILIPPE POUTOU

HÉRAUT MALGRÉ LUI

Son sens de la répartition et son parler-vrai ont marqué la campagne présidentielle de 2012. Aujourd'hui, le premier candidat ouvrier de la V^e République a retrouvé l'usine. Rencontre.

Par Mathieu Lehot et Adrien Ortavent

Il n'a pas changé. Sourire goguenard accroché aux lèvres, regard perdu dans le vague, Philippe Poutou est bien dans la vie tel qu'il apparaît à l'écran. En cette froide après-midi de février, l'ancien candidat préside la réunion syndicale de la CGT, à quelques encablures de l'imposante usine Ford, à Blanquefort (voir encadré). Dans le petit local maculé d'autocollants « Ford, sauvons les emplois », onze collègues discutent. Que des hommes. Qui ira à la réunion du 9 mars prochain, est-on d'accord avec le contenu des tracts, quelle banderole prendre pour la grève du 5 ? Les préoccupations s'égrenent dans une ambiance bon enfant et si le ton est grave, il n'empêche pas quelques saillies. « Hé, Philippe, t'as entendu ce que j'ai dit ? Non, t'es largué encore ! » Rires de l'assemblée. Philippe Poutou, qui tente de prendre des notes tout en écoutant, est effectivement un peu paumé. Sweat marron sur polo gris, le quadra semble presque gêné aux entournures au moment de prendre la parole. Pourtant, face à lui, que des « camarades » du syndicat. Mais voilà, « le Président » comme le surnomment désormais ses collègues, est un grand timide. « Pour moi, cette campagne présidentielle a été une souffrance, glisse Poutou autour d'un café, une fois la réunion bouclée. Je me souviens très bien de ma première télé. Le Grand Journal, au lendemain de ma nomination. C'est flippant ! Au moment où Denisot me pose la première question, je me demande si je la comprends. Intérieurement, je suis paniqué. Pour quelqu'un de pas habitué comme moi, c'est terrible... »

Aujourd'hui, Poutou côtoie bien moins la lumière médiatique. Il ne s'y est pas habitué pour autant : sûrement ce qui lui donne ce côté abordable et charismatique. Il promet que ce n'est pas travaillé, que tout est naturel. « Au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste, ndlr), on a un côté amateur. Mes camarades m'ont proposé de faire du média training, mais j'ai refusé. Mon plaisir, c'est de me déplacer pour voir une boîte en lutte, de rencontrer les gens sur le terrain. Je ne suis pas un harangueur. »

L'AVENTURE PRÉSIDENTIELLE

Rien ne prédestinait donc ce fils de famille modeste et Mitterrandienne à sortir de l'ombre. Encore moins à devenir l'étendard des luttes sociales sur toutes les scènes médiatiques de France et de Navarre. Sauf qu'en 2011, Besancenot décide d'abandonner l'emblématique rôle de candidat pour la présidentielle, et laisse le poste vacant, à douze mois de l'élection.

L'annonce fait un tollé au NPA. Le parti perd le facteur préféré des Français et les militants n'ont qu'un mois pour désigner son successeur. Les discussions oscillent rapidement entre Myriam Martin et Philippe Poutou. La prof' d'histoire-géo et l'ouvrier. C'est finalement Poutou qui s'y col-

lera. L'employé de Ford est le symbole d'une lutte sociale victorieuse, il se retrouve candidat malgré lui. C'est du moins ce qu'il clamera tout au long de sa campagne. Aujourd'hui encore : « Je n'avais rien demandé. J'ai accepté parce qu'on ne pense pas à tout le reste, ça va très vite. » Suivent un an de meetings, de débats, de plateaux télé. Accueilli avec circonspection par les journalistes, Philippe Poutou fait rapidement sensation avec ses « vanes nulles » et son sens de la répartie. Il ne se laisse pas impressionner par la sympathie affichée des « puissants » qu'il combat, choqué par les connivences qu'il observe entre les membres de la classe politique, dans les coulisses des plateaux télé. « Au maquillage, ce sont tous des collègues de travail. » Dans les couloirs de LCP, la chaîne parlementaire, il croise Christian Jacob (UMP), Najat Vallaud-Belkacem (PS) et Florian Philippot (FN), bras dessus bras dessous. L'image le pique à vif. Lui n'est pas là pour faire du copinage. Il refuse de tendre la main à la droite. « Non

" Quand on regarde les débats politiques à la télé, on a parfois envie de casser le poste. "

merci, je suis allergique ! » Ce qui lui vaut de « se choper avec Nathalie Kosciusko-Morizet », en février 2012, sur le plateau de l'émission *Mots Croisés*, présentée par Yves Calvi. L'ex-porte parole de Nicolas Sarkozy tente de déstabiliser Philippe Poutou en lui reprochant en direct de ne pas lui avoir serré la main. Il assume. « Quand on regarde les débats politiques à la télé, on a parfois envie de casser le poste. Moi, j'avais enfin la chance de me retrouver en face des ténors des grands partis. Je n'allais pas boudier mon plaisir. »

Pas suffisant cependant pour faire décoller sa campagne : à peine plus d'1 % de voix récoltées au premier tour. Mais le candidat ouvrier est reparti pointer à l'usine avec le sentiment d'avoir gagné le cœur des Français. « Un message est passé. Les gens ont compris que quelqu'un, n'importe qui, pouvait être candidat. »

« FORD ÉTAIT EMMERDÉ »

Philippe Poutou n'en démord pas. « Il faut que les gens d'en bas prennent leurs affaires en main. » Il rejoint l'extrême gauche à l'âge de 18 ans. Puis milite pendant dix ans sous les couleurs de Lutte Ouvrière, qu'il quitte en 1997 suite à des divergences d'idées avec les leaders du parti d'Arlette Laguillier. Philippe Poutou crée alors, avec des camarades, le mouvement « La voix des travailleurs », toujours dans l'idée de rendre le pouvoir au peuple, à cette

France qu'on dit « d'en bas ». Le mouvement se fait absorber par la Ligue Communiste Révolutionnaire en 2000, renommé Nouveau Parti Anticapitaliste neuf ans plus tard. Philippe Poutou s'inscrit à la CGT en 2001, un an après avoir décroché son CDI à l'usine Ford de Blanquefort. Pour lui, « le syndicalisme et la politique c'est un seul et même combat. L'un ne va pas sans l'autre ». Sa vie de militant, Philippe Poutou la consacre au débat d'idées, même s'il se déclare partisan d'une « vraie radicalisation des actions. Le rapport de force est trop défavorable aux salariés, il ne peut pas y avoir le dialogue social dont parle le gouvernement ». Quelle n'a pas été sa déception durant la campagne électorale, « ce cirque où tout est racolage. Où parler de la société, c'est apparaître en décalage. »

Des idées, le candidat du NPA a tout de même réussi à en faire passer auprès de ses collègues de l'usine. Pour eux, Philippe Poutou était d'abord « le candidat des ouvriers de Blanquefort ». Beaucoup ont suivi la campagne de 2012 comme jamais. Étonnamment, Poutou a rassemblé jusqu'à sa hiérarchie parmi ses supporters. « À partir du moment où je suis devenu officiellement candidat, il s'est passé quelque chose dans la tête des membres de la direction de l'usine. » La surprise de la nouvelle fait rapidement place à une forme de déférence. « Ils ont considéré que j'étais gradé voire même plus gradé qu'eux. » Dans les hautes instances de Ford Europe, on ne comprend pas cette particularité française. Un ouvrier candidat aux élections de la présidence de la République ? Et quoi encore ! « Ford était emmerdé quand ils ont appris que j'étais candidat. Ils se savaient potentiellement exposés sur la place publique. Du coup ils m'ont foutu une paix royale. » Le candidat du NPA y voit une résurgence du bon vieux paternalisme industriel, qui veut que le patron caresse ses ouvriers dans le sens du poil pour mieux leur faire accepter les rapports de production.

ET 2017 ?

Aujourd'hui, même s'il s'en défend, l'ancien candidat semble changé. Le soir du second tour, le militant s'introduit dans la cour de la mairie de Bordeaux, accompagné d'une poignée de camarades du NPA. Ils chantent l'Internationale et se font expulser. Autre coup d'éclat, le 16 mars dernier, à l'occasion de l'inauguration du pont Chaban-Delmas. L'espion ex-candidat retrouve les flashes en s'asseyant sur le capot de la voiture présidentielle... Certains y voient une marque de son tempérament facétieux. N'aurait-il tout simplement pas pris goût à la lumière ? A propos des futures échéances électorales, « je ne sais pas encore. On me demande d'y aller, mais on verra. » Durant la campagne 2012, il n'a pourtant cessé de clamer qu'il céderait son fardeau en 2017. Aujourd'hui, il ne semble plus en être si sûr... ➤

OUVRIERS DE BLANQUEFORT, LES MIRACULÉS DE LA CRISE

1000 emplois ont été sauvés au terme de quatre ans de lutte

En 2007, le groupe Ford annonce la fermeture de l'usine de Blanquefort. Philippe Poutou et ses camarades refusent de brûler leur bleu de travail sur l'autel de la crise, alors qu'ils, experts et médias leur rétorquent que leur combat est perdu d'avance. Leur ténacité finit par payer. En janvier 2011, Ford reprend l'usine de Blanquefort après l'avoir revendue à une obscure holding allemande (HZ), entre

temps. Les ouvriers sont soulagés le 6 mai 2011. Le constructeur automobile déclare qu'une nouvelle boîte de vitesse sera produite sur le site, avec 1000 emplois pérennes à la clé. En contrepartie, l'État débloque un plan d'aide pour financer le chômage partiel auquel sont astreints les ouvriers à partir de novembre 2011. Aujourd'hui, Philippe Poutou et ses camarades attendent avec impatience le lancement de la production de la nouvelle boîte de vitesse, prévu pour juillet 2013.



BORDEAUX: QUEL BUDGET POUR LE SOCIAL ?

« Accompagnement social », « cohésion sociale », « vie en société ». Le « social » est une appellation d'origine indéfinie, et la mairie ratisse large. Les clubs seniors et maisons de quartiers côtoient les structures aidant les plus précaires, loin des balades du dimanche proposées ailleurs. Toutes les associations ont-elles le même droit au chapitre dans les lignes budgétaires de la mairie ?

LE SOCIAL : DU CONSEIL AU TERRAIN

L'appellation « politique sociale » est large, mais son budget l'est beaucoup moins. Le logement social, le quai des sports sur les bords de la Garonne ou les centres de loisirs se battent pour leur financement. Les municipalités de gauche n'en sont pas forcément expertes, et celles de droite s'en occupent aussi. Les grosses structures n'ont pas toujours des sommes mirobolantes, et les petites ne sont pas fatalement déshéritées. Loin des clichés et des regards, l'arbitrage des financements sociaux est un exercice arithmétique délicat. Politique aussi.

« Tout ce qui participe à l'accompagnement de public en difficulté n'est pas forcément inscrit en tant que tel sur la ligne budgétaire « social », fait valoir Alexandra Siarri, chargée de la lutte contre les précarités. Le logement social ou la gratuité à la culture pour le public non imposable sont financés par les budgets « logement » ou « culture ». Pour l'adjointe à la mairie, les questions du vivre ensemble et de la précarité ne sont pas dissociables. D'ailleurs, elle insiste, la ville pondère son budget entre ces différents pôles : « Il n'y a pas de question prioritaire pour la mairie, prévient-elle. Je réfute l'idée

qui circule qu'il y aurait une sorte de clientélisme auprès de certaines associations, et qu'elles n'auraient pas la liberté de parole. Elles sont financées en fonction des projets qu'elles déposent. »

La liberté de parole, l'élu du V^{ème} canton de Bordeaux, Matthieu Rouveyre, l'a prise en décembre dernier lors du vote du budget 2013. Pour l'opposition, un budget qui privilégie « le prestige et l'événementiel ». En cause : les budgets pour le Grand Stade et la Cité du vin. « Le groupe Communauté d'avenir (UMP-MODEM) était prêt à ne pas voter nos investissements dans les transports publics, dans le logement social ou la politique de la ville si on ne savait pas son Stade, réagit le conseiller général de la Gironde. Nous considérons que ce projet est beaucoup moins important que d'autres investissements sociaux. »

Le sport, la vieillesse, la jeunesse, la culture, la grande précarité... La bataille politique du social est une guerre de chiffres, une guerre de mots aussi. Les associations, qui jonglent avec d'autres maux, tentent elles de tirer leur épingle du jeu. Une constante, depuis des années : tout le monde s'accorde à dire que de l'argent, dans le social, il n'y en a jamais assez.

Par Nastasia Haftman & Frédéric Leclerc-Imhoff



1 EMMAÛS GIRONDE

Le mouvement lutte pour l'emploi et la réinsertion, l'accès au logement, l'hébergement d'urgence et contre le « mal-endettement ». Il tire notamment ses ressources de nombreux magasins qui proposent des articles récupérés.

Subventions en 2011 : 20 607 euros de prestations en nature.

2 CENTRE SOCIAL RÉSEAU PAUL BERT

L'association aide les grands précaires à se réinsérer, par l'emploi et par le logement. C'est aussi un lieu de rencontre et d'animation de quartier, ou de « réappropriation de l'espace public ». L'« agitation culturelle et sociale » est son credo. Elle dispose de financements publics, mais aussi privés. La fondation Vinci, du groupe éponyme dans le secteur du bâtiment, partenaire financier d'actions sociales, ici mécène, bénéficie d'un régime fiscal avantageux... Subventions en 2011 : 46 140 euros.

4 FONDATION ABBÉ PIERRE

Fondation membre d'Emmaüs, elle œuvre afin de permettre aux plus défavorisés de trouver un logement, de façon durable. Fonctionnant par dons, elle ne fait appel à aucune aide, ni de l'État, ni de la ville. Il s'agit d'une volonté de l'association depuis 20 ans, qui désire garder une totale autonomie.

3 ASTI

L'Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI) propose des permanences juridiques et administratives. Elle dispense aussi des cours de français et d'alphabétisation afin de favoriser leur insertion sociale. L'association défend aussi ses revendications auprès des institutions politiques et de l'opinion publique.

Subventions en 2013 : 3 500 euros de la part de la ville, sur 15 700 euros de subventions au total, pour un budget global de 35 000 euros. L'association fait aussi appel à des dons de particuliers.

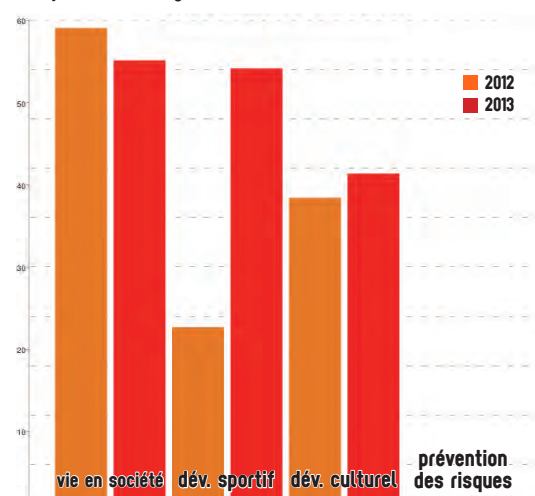
« Je ne vais pas épiloguer, la politique sociale de la ville n'est pas mal faite. Mais la mairie connaît nos activités, nous avons aussi des démarches militantes qui peuvent les embêter, confie Michèle Chevallier, la trésorière de l'association. Elle ne peut pas les financer, c'est logique. Pour l'accès au droit, les permanences administratives sont financées sous l'appellation « interprétariat et écrivain public. »

5 MÉDECINS DU MONDE

L'ONG a mis en place sur Bordeaux un dispositif de soin et de prévention pour les personnes en grande précarité et particulièrement isolées. Elle travaille notamment avec les personnes sans papiers, celles vivant dans des squats, et la population Rrom présente dans la ville. Elle se finance surtout de dons de particuliers et par les aides publiques. Fin février 2013, l'ONG avait dénoncé l'évacuation de deux squats où vivaient des Rroms, demandée par le maire de Bordeaux, Alain Juppé. Elle tient avant tout à garder son indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques. Subvention en 2011 : 1 500 euros de la part de la mairie.

Budget primitif 2013 (fonctionnement et investissements) : 436 300 000 €
1 019 000 € seront versés aux associations à caractère social cette année

Comparatif de budgets de la ville en millions d'euros



* Les frais de personnel ne sont pas inclus dans les chiffres

Budget « Vie en société » 2012
58 768 117 €



Budget « Vie en société » 2013
54 620 000 €



HALTE 33, DU SOCIAL AUX GROS SOUS

Cette association fait partie de celles bien subventionnées par la mairie. Chaque année, ce sont 70 000 euros qu'elle reçoit de la ville lui prêtant aussi des locaux. Cela représente 120 000 euros au total, « pour les grandes gueules cassées de la rue, en situation d'exclusion », explique Virginie Hérisson, la directrice de l'association. La même somme qu'en 2012, soit 20% du budget total de la « Halte de nuit », une structure offrant un hébergement d'urgence ou plus régulier à 45 personnes sur la ville, « ceux que la société appelle les clochards ». Le reste est financé par le conseil général et par l'État. « La mairie fait déjà un effort important, car elle n'est pas concernée juridiquement par notre action : il s'agit du domaine de compétence de l'État. Elle nous soutient au-delà de ce qu'on peut espérer. » Avec cette somme à disposition, Virginie Hérisson ne peut être que satisfaite de la politique sociale de la ville, quelle juge « extrêmement active ». « L'étiquette politique compte peu. Ce qui importe, c'est la qualité de leurs actions. Le pouvoir n'est qu'un moyen, pas une fin. »



Face au Dr Paternostre, une centaine de personnes sont venues débattre de la fin de vie.

Le 26 février dernier, à Béziers, un octogénaire met fin à ses jours en pleine rue. Atteint d'une maladie incurable, il se heurtait au refus des médecins de la laisser mourir. Un évènement qui relance le débat sur l'euthanasie en France alors que François Hollande a annoncé une nouvelle loi d'ici juin.

Par Jérémy Jeantet

Parmi les personnes concernées, les avis sont partagés, mais le ton est le plus souvent assuré : « *Nous allons tous mourir. Moi ce que je crains, c'est de mal mourir* ». Le samedi 23 mars au centre socio-culturel d'Arlac, à Mérignac, le docteur Bernard Paternostre tient

une conférence sur le thème « Peut-on choisir sa fin de vie ? ». Le public s'est déplacé en masse pour écouter le membre de l'équipe mobile du service de soins palliatifs du CHU de Bordeaux. Les témoignages s'enchaînent, les réactions fusent. Au moment où les rapports se succèdent en vue d'une prochaine loi, le Dr Paternostre a souhaité faire le point sur la législation actuelle. « *La loi*

Léonetti est un petit bijou, car elle invite à la réflexion ». Votée en 2005, elle permet à une personne malade, après discussion avec les personnels de santé, de refuser un traitement. Elle donne aussi la possibilité, par la rédaction de directives anticipées, de faire connaître à l'avance ses choix en cas d'accident. Le médecin devra alors expliquer au patient la conséquence de sa décision et tenter de l'en dissuader. Si, au terme d'un délai raisonnable, le patient persiste dans son choix, le médecin devra s'y conformer. L'une des personnes présente en vante d'ailleurs les bénéfices. « *Remplir nos directives anticipées, c'est un bon moyen de soulager nos proches dans des moments difficiles* ».

Seul problème, cette loi reste méconnue. Le meilleur moyen de s'en convaincre est encore d'observer les rares mains se lever lorsque le Dr Paternostre demande aux personnes présentes si elles en connaissent les articles.

UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ

Peu favorable à un nouveau texte, il prône plutôt la « *généralisation des soins palliatifs* » pour soulager la souffrance des personnes en fin de vie. De plus, « *ils permettent aux survivants de faire leur deuil* ».

Une proposition qui provoque l'assistance dubitative. « *Avec seulement 11 lits à l'hôpital St André, on ne va pas aller loin* », « *Il faut voir la liste d'attente pour y entrer en palliatif* », peut-on entendre s'élever de la centaine d'auditeurs présents. Si la loi va plus loin, le Dr Paternostre estime que le débat doit dépasser le champ médical. « *C'est une question de société qui demande un vrai débat citoyen* ».

François Hollande, pendant la campagne présidentielle, avait proposé d'offrir une « *assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité* » et a annoncé une loi pour le mois de juin. Pourtant, le rapport, commandé dans ce sens au professeur Sicard et remis le 18

Claudine Crang est déléguée de Gironde pour l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD). Elle appelle de ses vœux une évolution de la législation.



Quelle est la situation législative actuelle ?

La loi Léonetti, qui date de 2005, permet aux patients, grâce au système des directives anticipées, de dire à l'avance ce qu'ils veulent ou ce qu'ils ne veulent pas, comme une carte de donneur d'organes. Et les médecins devront en tenir compte. Notre association réclame un tel mécanisme depuis 30 ans. Le fait d'avoir rédigé ses directives anticipées permet de beaucoup mieux vivre ses dernières années. Seulement elle n'était pas effective. Ce n'est que récemment, que, brusquement, on se met à l'appliquer.

Quelles critiques faites-vous à cette loi ?

Le texte précise qu'il est possible pour un patient de demander à arrêter le traitement et de demander à arrêter de se nourrir. Seulement c'est un acte qui implique de se laisser mourir. Et pour la famille, d'observer la lente agonie d'un proche, qui peut durer bien au-delà d'une semaine. J'ai vu des familles se déchirer dans de tels épisodes. Nous préférons qu'il y ait une sédation, une euthanasie.

Un peu comme dans les pays voisins ?

Exactement. Dans le cas de la Suisse, la loi autorise même le suicide assisté. Il s'agit d'une sédation terminale que le patient s'administrera lui-même, sous la forme de médicaments. C'est une technique principalement utilisée dans les cas de paralysie progressive. Je comprends que tous ne soient pas d'accord avec ces pratiques. Mais nous demandons simplement que les gens aient le choix.

Vous êtes témoins d'un important exil à l'étranger pour mourir ?

Enormément de gens le souhaitent en tout cas. Mais aller en Suisse, ça coûte cher. Où est l'égalité quand seules les personnes riches peuvent se permettre de choisir la manière dont elles partent ? Et comme cette pratique n'existe pas en France, aucune redistribution n'est possible. Et là, elle est où la fraternité ?

Actuellement les rapports s'enchaînent, et tous ne sont pas en faveur d'une nouvelle loi...

Où mais l'Ordre des médecins ne fait que valider la loi Léonetti huit ans après. La seule nouveauté, c'est que la sédation terminale doit être approuvée par un collège de médecins et non plus un médecin seul. Quant au professeur Sicard, on le connaît. Ses positions sont très religieuses, très protestantes.

Il n'a d'ailleurs pas été écouté. Quelques jours après son rapport, François Hollande annonçait une nouvelle loi d'ici juin...

Beaucoup d'hommes politiques sont d'accord avec nous. C'est un sujet de société. Il y a des pour et des contre à droite comme à gauche. Ce n'est pas une question qui divise selon les familles politiques. On peut être contre de tels mécanismes pour des raisons de religion ou simplement parce que le tabou de la mort est trop important. Le raisonnement est le même que pour l'IVG il y a 30 ans.

Quels doivent être les orientations de cette future loi ?

Pour prendre un exemple concret, quand un patient entre en soins palliatifs, au lieu de les faire durer, il faut faire la sédation tout de suite si la personne en a fait la demande, sans attendre de la faire souffrir pour rien. Plus généralement, la prochaine loi doit tout mettre en œuvre pour faciliter une mort douce. Les gens n'ont pas peur de la mort. C'est l'agonie qu'ils redoutent.

décembre dernier, n'est pas favorable à une nouvelle mobilisation de l'Assemblée nationale. Il pointe la méconnaissance de la loi Léonetti et met en avant la sédation terminale (voir encadré), encouragée par le Conseil de l'Ordre des médecins au mois de février. Une vision partagée par le Dr Paternostre. « *Si on utilisait la loi Léonetti de façon plus large, on réglerait déjà un grand nombre de problèmes* ».

UNE LOI DANS LES TUYAUX

Le rapport du Professeur Sicard, remis le 18 décembre dernier, écarte l'euthanasie active – l'injection d'un produit qui arrête le cœur et la respiration – ainsi que le suicide assisté – une solution médicamenteuse que le patient prendrait lui-même. Il préconise plutôt la sédation terminale, à savoir l'endormissement de la personne jusqu'à son décès, pour éviter qu'elle ne souffre. Autrement dit, la solution déjà mise en place par la loi Léonetti, qu'il faudrait généraliser. Même son de cloche du côté des médecins. Dans un texte datant du 8 février

2013, le Conseil National de l'Ordre des médecins rejette également l'euthanasie active, pour des questions d'éthique professionnelle. Il propose une application plus large de la loi Léonetti, en même temps que le développement des soins palliatifs, tout en maintenant la collégialité de la prise de décision et en demandant une clause de conscience qui permettrait au praticien de se retirer du dossier. Avec ce texte, le Conseil de l'Ordre opère une véritable ouverture de principe, même s'il ne fait que valider une pratique qui existe depuis des années.

LES CROUPIERS AU TAPIS ?

Todd Klassy

Les casinos, toujours plus nombreux, recrutent. Cependant, les tables de poker électroniques pourraient changer la donne.

De nouvelles tables automatisées commencent à peupler les casinos français. Cette révolution technologique prend de l'ampleur, notamment dans les salles de poker. Une menace pour les croupiers.

La scène est inhabituelle. Bordeaux, Casino Barrière. Huit hommes, assis autour d'une table de poker, disputent une partie. Jusqu'ici, rien d'anormal. Sauf qu'il n'y a ni cartes, ni jetons, ni croupier. Concentré, la tête baissée, un des joueurs tapote du bout de son index sur un écran tactile. Une sorte de tablette numérique, incrustée dans la table de poker. Chaque participant en possède une devant lui. Au milieu de la table, un grand écran diffuse et gère la partie. Le rôle du croupier est assuré par un ordinateur. Les caisses sans caissières sont aux supermarchés ce que les tables de jeux sans croupiers deviennent aux casinos. Encore peu connues en Europe, voici quelques mois que les tables électroniques ont investi les salles de poker du groupe Barrière. De la comptabilisation des jetons à la distribution des cartes, elles jouent le rôle de croupier. Contactée, la direction du casino Barrière de Bordeaux s'est contentée d'expliquer le concept : « Vous êtes en totale autonomie. Un croupier d'une table classique voisine jette de temps en temps un œil sur le bon déroulement de la partie, mais sinon, vous êtes seul face à votre machine. » Quant aux enjeux de cette innovation et aux répercussions sur le métier de croupier, le bluff et la langue de bois sont rois. Pourtant, les tables de jeu électroniques constituent un réel danger pour cette profession. Carl, croupier de 34 ans, est au chômage : « Beaucoup cherchent du boulot. La plupart, comme moi, se tournent vers les tournois indépendants, et se reconvertissent en croupier à l'heure pour particuliers. »

MOINS DE CROUPIERS, MOINS DE FRAIS
En cinq ans, le secteur a subi une baisse de 20% de son chiffre d'affaires. Sur l'année 2012, il a connu une perte de 2,275 milliards d'euros, soit une baisse du chiffre d'affaires de 1,8%. Internet, mais également la crise économique et l'interdiction de fumer dans les lieux publics, ont affaibli la plupart des 196 casinos français. Face à cette mauvaise passe, les gérants cherchent à faire

des économies. Une table électronique peut accueillir jusqu'à quatorze joueurs, contre sept pour une table traditionnelle. Soit deux tables pour un croupier. Ce qui permet d'économiser du personnel, et de réduire la masse salariale. Christopher, Bordelais de 25 ans, est un joueur semi-professionnel de poker. Habitué des casinos, il marmonne : « Ce qui rapporte le moins, ce sont les jeux de table, car il faut payer un croupier. La plus grosse partie du revenu d'un casino est due aux machines à sous. Avant d'ajouter : Personnellement, je pense que le croupier est indispensable. On pourrait s'en passer pour les petites parties, mais il est très important lors des gros tournois. »

LE DÉBUT DE LA FIN ?

Dans les années à venir, seules les salles les plus prestigieuses, telles que celles du groupe Lucien Barrière, pourront continuer à offrir une combinaison alliant tables classiques et tables automatisées, et ainsi maintenir quelques croupiers. Les plus petits casinos, mal en point financièrement, seront probablement amenés à basculer vers le tout électronique. Par ailleurs, certains tournois – notamment le WSOP (World Series of Poker : championnats du monde de poker, ndlr) – pourraient prochainement expérimenter la formule mixte, avec des tables classiques et des tables automatisées. Le poker n'est pas le seul concerné. La roulette anglaise se met aussi au numérique. Les autres jeux de table, comme le Black Jack, ne devraient pas tarder à suivre. Si les tables électroniques venaient à se multiplier, la profession de croupier risquerait de rapidement déperir. Le rapport entre rentabilité et efficacité semble assez alléchant pour les casinotiers. Ils pourraient être tentés de récompenser une partie de leur personnel. La machine, à force de relancer, finira par pousser l'homme à se coucher. C'est le jeu... ➤

Par Rachid Majdoub

AFFAIRE TAÏS QU'A FAIT LA POLICE ?

Le 7 avril 1993, Pascal Taïs était retrouvé mort dans une cellule du commissariat d'Arcachon. Vingt ans plus tard, malgré le combat de ses parents pour connaître la vérité, l'affaire n'est toujours pas élucidée et le dossier risque d'être définitivement classé par la justice.

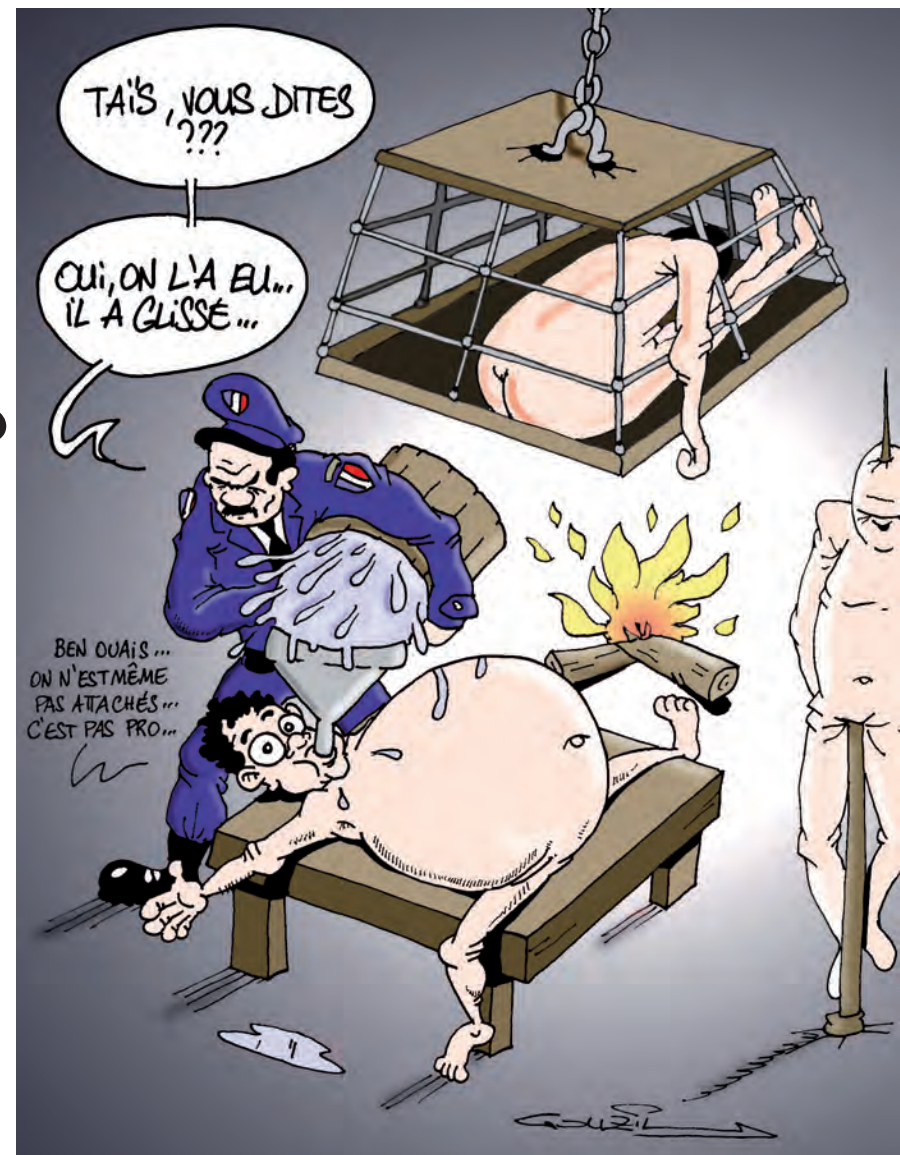
Par Mathieu Lehot & Marion Lizé

Illustration de David Gouzil

Leur fils est entré au commissariat d'Arcachon en vie. Il en est ressorti mort. « J'ai 75 ans. Je ne veux pas mourir sans voir les assassins de mon fils en prison. » Avec son mari Mohammed, Suzette Taïs mène depuis vingt ans un combat sans relâche auprès de la justice pour « connaître la vérité » sur la mort de son fils, Pascal. Le matin du 7 avril 1993, son corps est retrouvé dans une cellule du commissariat d'Arcachon, gisant dans une mare mêlant sang, excréments et vomis.

VICTIME D'UNE BAVURE ?

La veille au soir, Pascal Taïs et sa fiancée Véronique Leuci avaient été interpellés en état d'ivresse, par des policiers à la sortie du casino d'Arcachon. Les parents n'apprennent le drame que deux jours plus tard, « en regardant les informations sur France 3 ; ça faisait 48 heures qu'on était sans nouvelles de Pascal », se souvient Suzette Taïs, aujourd'hui septuagénaire. Atterrés, les parents découvrent le corps de leur fils « recouvert de bleus, comme tabassé ». L'autopsie confirme des hématomes multiples, une perforation du poulmon, deux fractures des côtes, une plaie profonde au crâne et un éclatement de la rate ayant entraîné le décès. Autant de contusions que n'avait pas relevé l'examen médical pratiqué à l'hôpital d'Arcachon la veille, juste après l'interpellation. Mohammed Taïs, ingénieur agronome et expert judiciaire auprès de la Cour d'appel de Pau, croit alors que la justice fera la lumière sur la mort de son fils. Il porte plainte contre X pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner et non-assistance à personne en danger. Avec sa femme, ils ont l'intime conviction que leur fils a été victime d'une bavure. C'est pourtant bien à l'accident que le juge d'instruction conclut en 1996, ainsi que la Cour d'ap-



pel de Bordeaux le 19 juin 2003. Selon la justice, l'hypothèse la plus probable expliquant la mort de Pascal Taïs est « une chute brutale sur un angle vif de la banquette en ciment de la cellule ». Or, un supplément d'information obtenu dès 1997 démontre que la banquette en question est dotée d'angles arrondis et que la configuration de la cellule exclut toute chute accidentelle mortelle.

L'EUROPE CONDAMNE LA FRANCE

Depuis 2003, le dossier n'a pas été rouvert, malgré les demandes répétées des époux Taïs. Ils ont écrit près d'une centaine de lettres en vingt ans, intimant le réexamen de l'affaire. Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur, Président de la Cour d'appel de Bordeaux, présidents de la République successifs... Toujours la même réponse : « Nous avons reçu votre lettre qui nous a touchée. Nous l'avons transmise à la législation concernée. » Des réponses « bidons » pour Mohammed Taïs, qui craint aujourd'hui que le dossier soit enterré par la justice. Sans l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire d'ici le mois de mai, les parents de Pascal Taïs ont peur que l'affaire soit définitivement prescrite par le tribunal. Et ce malgré la condamnation de la France pour délai déraisonnable de la procédure, rendue par la Cour européenne des Droits de l'Homme dans son arrêt du 1er juin 2006. Saura-t-on un jour ce qui s'est vraiment passé au commissariat d'Arcachon, dans la nuit du 6 au 7 avril 1993 ? Les espoirs de Mohammed et Suzette Taïs s'amenuisent de jour en jour. ➤

“ On a appris la mort de notre fils en regardant les informations sur France 3. ”

UNE SEMAINE SUR LE PONT

Mis en service lundi 18 mars, le pont Chaban-Delmas a connu bien des revers de circulation mais reste un bel ouvrage. Insolite dans une ville style XVIII^e, il est à la fois une curiosité pour les piétons et une alternative au Pont de pierre pour les automobilistes. Entre trafic fluide et galère dominicale, une semaine sur « Baba ».

Par Nastasia Haftman & Xavier Martinage

Crédits photos N.H. & X.M.

Le plus haut pont levant d'Europe a quatre bras, mesure 433 mètres, pèse 2 600 tonnes et est surnommé tendrement « pont Baba ». Un beau bébé conçu dès les années 2000. Les heureux parents ? Vinci, GTM et des ingénieristes qui ont tout de même vendu leur progéniture à la ville pour la modique somme de 157 millions d'euros. Pourtant le petit n'est pas bien habile. Il met plus de 20 minutes pour lever les bras et c'est une terreur pour les automobiliste le week-end. Mais son parrain, chef de projet, Bertrand Arnauld de Sartre le défend bien : « *les levées ne représentent mathématiquement que 1,5% d'indisponibilité sur l'année* ». Pas sûr que les Bordelais, une fois habitués au pont, le verront ainsi le jour où ils seront à nouveau dans les embouteillages du pont de pierre. Les piétons, quant à eux, se réjouissent de cette naissance synonyme d'un nouvel itinéraire pédestre et cycliste dont ils auraient été privés si le projet de souterrain avait finalement été adopté.

Et ils ne sont pas les seuls. 2 000 €, c'est la somme moyenne que compte encaisser la ville pour chacun des passagers des 30 paquebots attendus par an dans le port, devant la place de la Bourse. On vous laisse faire le calcul...



Hautes de 81 mètres, les quatre tours sont aussi un nouveau point de vue. Des visites seront organisées par la communauté urbaine de Bordeaux (CUB) dans le courant de l'année.

1 300 véhicules sont attendus par heure sur le pont en période de pointe mais force est de constater que dans ces tranches horaires, le nombre n'excède pas 800 aujourd'hui. Et quand le pont d'Aquitaine ferme, la capacité maximale est largement dépassée : plus de 12 minutes pour se rendre rive droite. « *Ce pont est urbain, il est donc utilisé pour garantir un bon écoulement de la circulation mais pas en remplacement des autres ponts* », se défend Bertrand Arnauld de Sartre.



Baba, le nouveau rendez-vous du dimanche :

- en vélo : 1 min 22 sec
- en footing : 2 min 24 sec
- à pied : 5 min 21 sec

Mais le Bordelais reste mécontent : « *il faut qu'ils élargissent le pont, il n'est pas assez large pour les piétons* ».



Rive droite, c'est la pagaille à la sortie du pont. De 2x2 voies, les voitures doivent s'engouffrer dans une seule voie qu'elles se dirigent vers Cenon ou sur le quai de Brazza direction Bastide. 1 min 08 sec à 1 min 20 sec de temps d'attente aux feux rouges, alors que les feux verts ne durent qu'une vingtaine de secondes.

Rappelons que la réglementation issue d'une instruction interministérielle, annexe au code de la route, interdit de faire durer un feu rouge plus de 2 minutes (sauf en cas de passage de transports en commun).

DAUPHINS : LAISSÉS POUR MORTS

Chaque hiver, de nombreux dauphins s'échouent sur la côte atlantique. Un phénomène traité avec négligence.

Par Rachid Majdoub & Antony Milanese

La Teste-de-Buch, avenue Vulcain en plein centre ville, mois de février. Un rat grignote les restes d'un des dauphins entreposés à même le sol, visibles depuis la route. Plusieurs cadavres de cétacés sont là depuis trois jours, et se décomposent, en plein soleil. La forte odeur dégagée par les corps pourrissants a attiré le rongeur qui, d'habitude, trouve son bonheur dans les poubelles de la cantine municipale située à seulement trente mètres d'ici. Ces poubelles, les employés de la cantine les manipulent fréquemment. Le scénario catastrophe voudrait que le rat transmette indirectement à l'homme les bactéries mortelles du dauphin, s'il était mort d'une maladie. Cette situation n'arrivera probablement jamais, mais le risque existera tant que la mairie continuera de cligner des yeux sur le problème : elle reconnaît du bout des lèvres devoir trouver un local dédié. Aucun projet concret en vue, pour le moment.

LES PÊCHEURS HARPONNÉS

Chaque année, des centaines de dauphins s'échouent sur les plages françaises. En 2011, 1 019 mammifères ont été retrouvés, dont 658 dans le Sud-Ouest. Les pêcheurs sont systématiquement pointés du doigt. Ghislain Deremis, biologiste au Centre de recherche sur les mammifères marins de La Rochelle, déclare : « *Les dauphins se retrouvent accidentellement pris dans les filets des pêcheurs et meurent asphyxiés. Il arrive aussi que des dauphins se heurtent à des chalutiers. Avant d'ajouter : On a constaté des lacerations et des coupures. Parmi les dauphins observés, certains ont le pectoral coupé, ou portent des marques de capture.* »

Partant de ce constat, le centre de La Rochelle, chargé des analyses scientifiques, établit des hypothèses. Un peu trop rapidement ? « *Quand la cause de la mort est flagrante comme ici, on n'a pas besoin de faire des analyses bactériologiques. Car cela représente un certain coût* », confie Ghislain Deremis. Pour le porte-parole du centre de faune sauvage marine Sibylline, c'est une forme

de négligence : « *Vous n'aurez jamais aucune analyse scientifique de la part de La Rochelle. Ils ne fournissent qu'un rapport annuel d'échouage basé sur des prélèvements et des lésions externes. On ne peut pas établir une cause scientifique à ces blessures.* » Selon lui, ces recherches « *bâclées* » ferment la porte à d'autres causes : « *Pour rappel, en plus de tout ce qui est pollution au large des côtes, des manœuvres militaires ont régulièrement lieu dans le Golfe de Gascogne. Pourtant, les publications scientifiques établissent un lien entre l'utilisation de sonars et les échouages massifs.* » À Biscarrosse, un centre militaire n'effectue-t-il pas des tests de lancer de missiles, en direction de l'Atlantique ?

DE QUOI FAIRE FLIPPER LES DAUPHINS !

LA LÉGENDE DES PÊCHEURS-MANGEURS.

« Le dauphin, ou plutôt le marsouin, est un met succulent. À bord, on le mange grillé avec une noix de beurre. Sa chair fond dans la bouche bien mieux que la meilleure viande et son goût n'a rien du poisson. Sinon, à la poêle, c'est très bon, en tranches bien épaisses. De plus, il est facile à harponner car très curieux. Il s'approche imprudemment des bateaux. Quand il joue avec l'étrave, il suffit de s'allonger à l'avant sur le plat-bord et d'harponner au bon moment, avec un fusil de pêche sous-marine. » Yonn, pêcheur amateur au bassin d'Arcachon.

« Ces pratiques étaient fréquentes il y a une trentaine d'années. Mais ça arrive encore aujourd'hui. On trouve des dauphins échoués, complètement mutilés. » Ghislain Deremis, biologiste au Centre de recherche sur les mammifères marins de La Rochelle.



Faute de local, la commune de La Teste-de-Buch entrepose les carcasses de dauphins en plein air.

Stéphane Scotto

STEPHANIE FALZON

UNE CARRIERE FORGEE AU MARTEAU

N°1 française du lancer du marteau, la Bordelaise vit, s'entraîne et travaille dans la région, à la mairie de Bruges. Une situation singulière qui met en avant les difficultés de sa discipline. Et qui aurait pu précipiter la fin de sa carrière après les Jeux Olympiques de Londres.

Par Xavier Martinage

C'est dans son bureau que Stéphanie Falzon nous accueille. Tout sourire, la jolie brune (1m70 pour 77 kg) n'a rien du cliché de la lanceuse. Exit le survêtement, tenue de ville exigée. Celle qui fut classée 9ème aux JO de Londres en août dernier, et passée tout proche d'une place de finaliste (il faut finir dans les huit premières pour bénéficier de trois lancers supplémentaires), a pensé à dire stop. Avec pourtant son meilleur jet de la saison (73,06 m dans le stade olympique), ce fut une énorme déception, finalement rapidement estompée. « Je rentre quand même dans le mieux de ma carrière ».

Pourtant, le retour fut plus délicat que prévu. Séparée de ses deux entraîneurs - Robert Néry, parti à la retraite, et Gilles Dupray pour qui la charge de travail était trop conséquente - Stéphanie a connu une petite traversée du désert. « Je ne me suis pas trop affolée au départ quand je ne trouvais pas d'entraîneur mais plus le temps passait... ». Ne souhaitant pas s'associer avec n'importe qui, la Brugeaise aurait pu tout arrêter. Lançant un cri d'alarme, la quintuple championne de France a finalement trouvé une solution en la personne de Victor Costa, ancien lanceur portugais. Elle se réentraîne avec lui depuis six semaines, cinq jours sur sept, matin et soir, après le travail.

STADE ET BUREAU

Car Stéphanie Falzon occupe un emploi chaque après-midi à la mairie de Bruges : elle est rattachée au cabinet du maire au service des manifestations publiques et la gestion des salles. Elle bénéficie d'un contrat d'insertion de sportif de haut niveau (CIP) ce qui lui permet de jouir d'horaires aménagés et de bénéficier d'un salaire. Mais occuper un poste, ne serait-ce qu'à temps partiel, n'est pas sans poser quelques problèmes et influe sur les performances. Même si la spécialité du lancer de marteau a toujours fasciné en France, les résultats restent décevants.

« On manque de moyens et de structures et il n'y

aura jamais de gros niveau dans les lancers si ça ne change pas », regrette-t-elle. En Allemagne par exemple, où les athlètes sont de véritables idoles, pratiquement tous sont dans l'armée, détachés à plein temps et payés. « La qualité des performances s'en ressent », explique-t-elle, un peu envieuse, avant de poursuivre « Betty Heidler (recordwoman du monde avec 79,42 m), je la battais quand j'étais petite. Maintenant, c'est l'inverse ».

CARRIÈRE PROPRE

Stéphanie Falzon se veut réaliste. S'entraîner dans une structure comme l'INSEP (Institut National du Sport de l'Expertise et de la Performance) présenterait de nombreux avantages. Mais pas question de quitter la région où tout est réuni pour réussir. « On dit souvent du marteau : c'est deux moulinet-quatre tours ; mais en fait c'est hyper technique ». Une discipline où les entraînements et l'expérience sont primordiaux. Mais pas que. « En France, on ne travaille pas le mental. Mais si on ne parvient pas à des records, c'est aussi parce qu'on n'a pas les mêmes médecins ! », lance-t-elle quelque peu

lassée par l'iniquité qui règne dans son sport. Avec l'instauration du passeport biologique, les tricheurs sont traqués et commencent à tomber à l'image de Lance Armstrong. La dernière en date, la lanceuse russe Olga Kusenkov, vient de se voir retirer son titre mondial* obtenu à Helsinki en... 2005 ! Une situation « dramatique » pour la championne : « Tatiana Lysenko (qui détient le record olympique depuis août dernier avec 78,18 m) et les Russes... je ne préfère même pas en parler [...] mais je serai sans doute finaliste olympique dans huit ans ».

Clairement en retard dans sa préparation après un hiver calamiteux, l'athlète est dans le « flou » : cinq mois d'arrêt, nouveau coach, nouvelle technique de lancer. « J'ai l'impression de tout réapprendre », sourit-elle. Il n'y a plus de temps à perdre. Les championnats du monde de Moscou du mois d'août approchent à grands pas.

« Une médaille mondiale serait l'aboutissement de beaucoup de travail », reconnaît-elle, « ce que je veux surtout, c'est avoir ma conscience pour moi, être au niveau de mon record le jour J, sainement ».

Sainement donc. ☞

* La Française Manuela Montebrun, qui avait échoué au pied du podium (71,41 m) en 2005, va donc récupérer la médaille de bronze.

Stéphanie Falzon ne sait pas encore si elle poursuivra jusqu'aux JO de Rio en 2016.

